JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1981-1982
(42^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

1^{re} Séance du Lundi 10 Mai 1982.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTICE DE M. GUY DUCOLONÉ

I. — **Communication audiovisuelle.** — Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi (p. 1886).

Article 60 (p. 1886).

MM. Marette, Toubon, Alain Madelin, Gilbert Gantier.

Amendement de suppression n° 427 de M. Alain Madelin : MM. Gilbert Gantier, Schreiner, rapporteur de la commission spéciale ; Fillioud, ministre de la communication ; Marette. — Rejet.

Amendements identiques n° 244 de la commission spéciale et 638 de M. François d'Aubert : MM. le rapporteur, Alain Madelin, le ministre, Toubon. — Adoption.

Adoption de l'article 60 modifié.

Article 61 (p. 1889).

MM. Marette, Toubon, Alain Madelin, Gilbert Gantier.

Amendement n° 429 de M. Alain Madelin : MM. Alain Madelin, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendements n° 430 de M. Alain Madelin, 245 de la commission, 128 de M. Fuchs, 596 de M. Robert-André Vivien et 246 de la commission : M. Alain Madelin.

★ (2 f.)

Rappel au règlement (p. 1892).

MM. Robert-André Vivien, le président.

Reprise de la discussion (p. 1892).

MM. Gilbert Gantier, Robert-André Vivien, le rapporteur, le ministre. — Rejet des amendements n° 3, 596 et 430 ; adoption de l'amendement n° 246.

MM. le rapporteur, le ministre, Toubon. — Adoption de l'amendement n° 245.

Amendement n° 428 de M. Alain Madelin : MM. Alain Madelin, le rapporteur, le ministre, Robert-André Vivien. — Rejet.

Amendement n° 322 corrigé de M. Hage : MM. Hage, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 431 de M. Alain Madelin : MM. Alain Madelin, Estier, président de la commission spéciale ; le ministre, Marette. — Rejet.

Amendement n° 432 de M. Alain Madelin : MM. Alain Madelin, le rapporteur, le ministre, Toubon. — Rejet.

Amendement n° 247 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 658 de M. Alain Madelin : M. Alain Madelin. — Retrait.

Adoption de l'article 61 modifié.

Article 62 (p. 1897).

MM. Marette, Toubon, Robert-André Vivien, Gilbert Gantier, Alain Madelin.

Amendement n° 433 de M. Alain Madelin : MM. Alain Madelin, le rapporteur, le ministre.

Sous-amendement n° 762 de M. Toubon : MM. Toubon, le rapporteur, le ministre, Robert-André Vivien. — Rejet.

Rejet de l'amendement n° 433.

Amendement n° 129 de M. Fuchs : MM. Alain Madelin, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Adoption de l'article 62.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance.

2. — **Ordre du jour** (p. 1900).

PRESIDENCE DE M. GUY DUCOLONE,
vice-président.

La séance est ouverte à dix heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Suite de la discussion, après déclaration d'urgence,
d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754, 826).

Vendredi après-midi, l'Assemblée a poursuivi la discussion des articles et s'est arrêtée à l'article 60.

Article 60.

M. le président. « Art. 60. — Chaque année, à l'occasion du vote de la loi de finances, le Parlement, sur le rapport d'un membre de chacune des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat ayant les pouvoirs de rapporteur spécial, autorise la perception des taxes dénommées redevances pour droit d'usage, assises sur les appareils récepteurs de télévision. »

La parole est à M. Marette, inscrit sur l'article.

M. Jacques Marette. L'article 60 réaffirme le principe de l'autorisation parlementaire de percevoir la redevance pour droit d'usage assise sur les appareils récepteurs de télévision et consacre la suppression de la redevance sur les postes de radiodiffusion sonore.

Du point de vue juridique, nous sommes un peu dans le brouillard.

En effet, par une décision du 11 août 1960, le Conseil constitutionnel avait considéré la redevance perçue au profit, alors, de l'O.R.T.F., comme une taxe parafiscale. A l'évidence, elle ne l'était pas puisque les taxes parafiscales ne donnent pas lieu à une autorisation annuelle du Parlement.

De ce fait, les documents législatifs ultérieurs ont toujours évoqué une notion assez floue qui est celle de « redevance pour droit d'usage ». En fait, comme M. Schreiner le note dans le tome II de son rapport, à la page 142, cette appellation était inexacte sur le plan juridique, car il n'y avait pas de « proportionnalité entre la somme perçue et le coût réel des services rendus aux usagers ».

Un amendement de la commission tend à substituer aux termes : « les taxes dénommées redevances », les termes : « la taxe dénommée redevance », mais l'on ne sait pas à quel chapitre et à quelle appellation se rattachent les taxes que le Gouvernement pourrait imposer sur les magnétoscopes, sur les films vierges ou les programmes magnétoscopiques. Mais ce qui est tout à fait fâcheux dans cet article et qui, à la limite, justifierait la saisine du Conseil constitutionnel — telle était d'ailleurs votre opinion, monsieur le ministre de la communication, lorsque vous étiez parlementaire — c'est qu'il entérine la notion de préceptif qu'un gouvernement a introduite quasi clandestinement dans la législation au cours des années précédentes, décision qui transformait de fait la redevance en impôt. Je vois une preuve supplémentaire de la confirmation de cette position dans le fait que le présent texte prévoit le financement par la redevance des

actions extérieures qu'engageront la société nationale de radiodiffusion chargée des émissions vers l'étranger et la société nationale de programmation et de commercialisation des émissions en France et à l'étranger. Le citoyen français qui paiera la redevance acquittera un droit d'usage pour les programmes qu'il recevra sur son récepteur de télévision, mais il va aussi contribuer largement, vous nous l'avez expliqué, monsieur le ministre, à l'action internationale de la France et, de ce fait, il devient un contribuable général. La redevance ne correspondra pas aux prestations de service assurées par TF 1, Antenne 2 ou FR 3, mais constituera une contribution au financement de l'ensemble du système audiovisuel français sur le territoire national et à l'étranger.

J'en conclus — et l'opposition devra certainement former un recours devant le Conseil constitutionnel sur cet article 60 — qu'il faudrait budgétiser intégralement la redevance, c'est-à-dire faire non seulement que le Parlement en approuve le principe chaque année à l'occasion du budget, mais aussi qu'il dispose d'un droit de contrôle sur sa répartition. Le projet de loi prévoit que c'est M. le Premier ministre qui en assurera la répartition et non pas la Haute autorité. De ce fait, on voit bien que c'est presque une répartition budgétaire.

Dois-je vous rappeler que tous les parlements ont été créés à la fois pour voter les recettes et pour contrôler les dépenses ? Or, avec ce texte, si le Parlement autorisera la perception des recettes, il ne pourra exercer aucun contrôle sur les dépenses.

C'est la raison pour laquelle je pense que cet article est ambigu, aussi faux juridiquement et financièrement que les précédents textes et, en particulier, celui de 1974. Le fait de reconnaître officiellement la notion de préceptif et de l'intégrer dans le texte ne fait pas que la procédure choisie soit constitutionnelle. Il faut à l'évidence que, dans l'avenir, le Parlement non seulement autorise la perception de la redevance, mais aussi contrôle la répartition du produit d'une redevance qui, au-delà du droit d'usage, qui ne concerne que le fonctionnement des trois chaînes nationales, permettra aux sociétés concernées d'engager des actions, notamment à l'étranger, qui auront un caractère strictement budgétaire.

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Au-delà des observations juridiques particulièrement fondées que vient de présenter, au nom de notre groupe, Jacques Marette, nous trouvons dans les discussions qui ont eu lieu ici depuis quelques jours, en particulier sur le coût d'équipement et de fonctionnement du service public de l'audiovisuel, un argument supplémentaire pour que le débat annuel sur la perception de la redevance soit élargi à un débat de caractère budgétaire sur le service public de l'audiovisuel.

Lorsque l'opposition a fait état, à plusieurs reprises, du coût prévisionnel du nouveau système, lorsqu'elle a posé des questions sur les éventuelles décisions du Gouvernement ou des sociétés nationales, vous l'avez renvoyée, à chaque fois, monsieur le ministre, au débat qui aura lieu à l'automne, dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances, sur l'autorisation de percevoir la redevance. Si vous pensez effectivement que ce sera l'occasion de traiter des affaires financières du service public de l'audiovisuel, l'Assemblée tout entière, et pas seulement l'opposition, ne saurait se satisfaire de l'article 60 qui, dans la ligne des lois précédentes, prévoit que le débat ne portera, *stricto sensu*, que sur l'autorisation de perception de la redevance considérée, en vertu de la décision du 11 août 1960 du Conseil constitutionnel, comme une taxe parafiscale.

Que ce soit dans la présente loi ou dans une disposition spéciale de la loi de finances pour 1983, que notre groupe prendra peut-être l'initiative de proposer, il faudra trouver une formule qui, juridiquement et budgétairement, nous permette d'examiner la totalité des recettes et des dépenses du service public de l'audiovisuel dans le cadre de la discussion du projet de loi de finances. Le texte que vous nous demandez de voter, monsieur le ministre, et les débats qui ont eu lieu jusqu'à maintenant nous incitent encore plus fortement à présenter une demande en ce sens.

M. le président. La parole est à M. Alain Madelin.

M. Alain Madelin. Je formulerai deux observations sur l'article 60.

La première concerne l'utilisation du pluriel pour le mot : « redevance », et surtout l'expression : « taxes dénommées redevances pour droit d'usage ». Nous avons une redevance, nous avons désormais des taxes. Je souhaite que M. le ministre de la

communication nous donne les précisions maintes fois réclamées dans cette assemblée sur ce changement de terminologie et nous indique dans quelles directions travaille le Gouvernement au sujet de l'éventuelle création de taxes complémentaires lors du vote du prochain budget.

Ma deuxième observation rejoint celle que vient de formuler M. Marette sur la nature juridique de la taxe. Monsieur le ministre, vous faites preuve de constance puisque, lorsque vous étiez parlementaire, vous aviez proposé, de nombreuses reprises, de remplacer la notion de redevance par celle de taxe. Toutefois, les amendements que vous déposiez en ce sens étaient accompagnés d'un commentaire dont je voudrais rappeler la teneur. C'est ainsi que, lors de la séance du 26 octobre 1978, vous déclariez : « Dans ces conditions, il apparaît que dès lors que cette recette est perçue par le budget de l'Etat, il ne peut plus s'agir d'une taxe parafiscale ; la redevance ne peut plus être perçue que comme un impôt et il appartient à la loi, et donc au Parlement, de déterminer son assiette, son taux et ses modalités de recouvrement, conformément à l'article 34 de la Constitution. »

Autrement dit, c'est toujours la même rédaction que vous nous proposez, mais l'exposé des motifs a changé, car, à suivre vos arguments de l'époque, il appartiendrait bien au Parlement de déterminer l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement de ces taxes dénommées redevances pour droit d'usage assises sur les appareils de télévision.

Dans le système audiovisuel que vous nous proposez pour les années qui viennent, le téléspectateur ne pourra plus exercer cette forme de contrôle journalier que constitue le fait de presser sur tel bouton plutôt que sur tel autre. Dans une économie de concurrence et d'indépendance, ses choix sont pris en compte par le système, mais ce mécanisme de régulation n'existe pas dans votre conception du service public.

Il n'y a pas davantage de contrôle du Parlement qui n'a que le droit d'autoriser ou non la perception des taxes dénommées redevances. Autrement dit, nous retombons dans un système de contrôle à discrétion du Gouvernement que vous aviez vous-même combattu, et j'ai là en réserve pour tout à l'heure nombre d'interventions du groupe communiste et du groupe socialiste faites dans le passé à l'Assemblée nationale. Elles montrent ce qu'il peut y avoir de néfaste à remettre tout le contrôle du système audiovisuel entre les mains du Gouvernement qui, détenant la clef, peut la tourner dans le sens qu'il préfère.

Voilà pourquoi, monsieur le ministre, je souhaite savoir si vous restez fidèle à l'interprétation que vous donniez en 1978 et à d'autres époques de la taxe que vous dénommez redevance pour droit d'usage.

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Tout ce qui vient d'être dit par ceux qui m'ont précédé ne permettra d'être bref.

Le projet de loi sur la communication audiovisuelle est — vous l'avez dit dès le début de la discussion, monsieur le ministre — une loi de liberté. Cela est d'ailleurs précisé à l'article 2. On abandonne, en quelque sorte, le principe du monopole pour proclamer la liberté. Cela doit évidemment avoir des conséquences sur la redevance pour droit d'usage des appareils de télévision. Le monopole avait pour corollaire une taxe pour droit d'usage. Tout ce qui servait le monopole devait être payé par l'utilisateur, c'est-à-dire par l'auditeur à l'époque de la radio, par le téléspectateur à l'époque de la télévision.

Les dépenses que nous devons envisager aujourd'hui sont considérables. M. Marette évoquait tout à l'heure les émissions à destination de l'étranger. Eh bien, il s'agit là non d'un service rendu à l'utilisateur français, mais, en quelque sorte, d'un service national dont le but est d'assurer la promotion de la France à l'étranger. Cela est tout à fait normal ; le Gouvernement se doit d'organiser ce service, mais il doit le faire aux frais du contribuable, car c'est une charge qui incombe à la nation.

Pour les investissements, les dépenses seront également considérables, par exemple pour lancer des satellites, pour organiser des réseaux de télédistribution. Mais on ne peut pas faire supporter à l'ensemble des téléspectateurs qui regardent le journal télévisé ou une émission de jeux des dépenses considérables pour des investissements qui ne les concernent pas et qui ne les concerneront jamais.

Il faut établir un parallélisme absolu : s'il y a monopole de la radio et de la télévision, il y a redevance pour droit d'usage ; si l'on établit la liberté — et c'est l'objet de l'article 2 du projet de loi — on doit procéder à la budgétisation et supprimer la redevance. Il est normal, en effet, de mettre à la charge de l'ensemble des contribuables des dépenses affectées, aux services publics de la radio, de la télévision et de télécommunication.

C'est la raison pour laquelle nous proposons un amendement de suppression de l'article 60.

M. le président. M. Alain Madelin, Mme Louise Moreau, MM. François d'Aubert, Michel d'Ornano et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 427 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 60. »

La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Nous étions en droit d'attendre, après les questions qui ont été posées tant par nos collègues du R. P. R. que par M. Madelin et moi-même, une réponse de la part de M. le ministre.

M. le président. Défendez votre amendement et le ministre répondra. Ainsi, nous gagnons du temps.

M. Gilbert Gantier. Cet amendement tend à supprimer l'article 60 pour les raisons qui ont été surabondamment exposées par MM. Marette, Toubon, Madelin et par moi-même.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle.

M. Bernard Schreiner, rapporteur. L'exposé des motifs de l'amendement n° 427 indique qu'il s'agit de préciser la nature de la ressource :

On ne voit vraiment pas en quoi la suppression de l'article qui constitue l'objet de l'amendement permettrait d'atteindre le but exprimé par l'exposé des motifs. La nature de la ressource qui fait l'objet de l'article 60 est d'ailleurs très claire. J'indique dès maintenant que la commission a, dans le souci de la rendre encore plus claire, proposé de substituer le singulier au pluriel en ce qui concerne la taxe. La ressource visée à l'article 60 est donc la redevance pour droit d'usage assise sur les appareils récepteurs de télévision.

L'article 60 reprend ainsi l'article 19 de la loi du 7 août 1974, mais en diffère toutefois sur deux points.

En premier lieu, il précise que la redevance a en réalité le caractère d'une taxe. En effet, la notion de redevance implique qu'il y ait proportionnalité entre la somme perçue et le coût réel des services rendus à l'utilisateur.

En second lieu, l'article consacre la suppression de la redevance sur les appareils de radiodiffusion sonore opérée par décret du 8 mars 1980.

Il n'y a donc aucune ambiguïté sur la nature de la ressource visée par l'article 60.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Georges Fillioud, ministre de la communication. Je veux d'abord dire à M. Gilbert Gantier que je n'entends nullement esquiver les réponses aux questions posées. Simplement, dans la mesure où un amendement de suppression de l'article était déposé, il m'a semblé préférable d'apporter les explications que le Gouvernement doit au Parlement dans le cadre de l'examen de cet amendement, plutôt qu'au terme de la discussion générale qui s'instaure de façon systématique sur chaque article.

Je ferai plusieurs observations en réponse aux interventions de MM. Marette, Toubon, Alain Madelin et Gilbert Gantier.

Premièrement, rien n'est changé dans le dispositif qui vous est soumis par rapport aux modalités antérieures quant à la perception et à la répartition des recettes en provenance de la redevance pour droit d'usage. Les dispositions du projet sont, à très peu de chose près, calquées sur celles qui figuraient dans la loi de 1974 et dans les lois antérieures.

L'article 60 prévoit que le montant de ce droit sera soumis à l'approbation du Parlement dans le cadre de la loi de finances, ce qui existait antérieurement. L'article 62 propose que, selon

un mécanisme analogue, la répartition de l'ensemble des recettes entre les différents organismes bénéficiaires de ces ressources fasse également l'objet d'un vote du Parlement.

Rien n'est donc changé dans le mécanisme financier qui vous est proposé.

Ma deuxième observation porte sur le caractère juridique de ce droit d'usage. Sur ce point, les arguments avancés par les uns et les autres ont été très intéressants, mais seuls me convainquent ceux qui ont été développés par M. le rapporteur ; il semble bien, en effet, que le caractère parafiscal de cette redevance soit désormais établi.

Il a été fait allusion à plusieurs reprises aux décisions du Conseil constitutionnel. Pour ma part, je donnerai lecture de son arrêt du 30 décembre 1980, et plus particulièrement de son considérant le plus significatif et de sa conclusion :

« Considérant que la redevance pour droit d'usage des postes de radiodiffusion et de télévision a le caractère d'une taxe parafiscale, ainsi qu'il résulte des décisions du Conseil constitutionnel du 11 août 1960 et du 21 novembre 1979... » — je saute toute une série de considérants qui viennent en appui de cette argumentation, et j'en arrive à la conclusion : « ...il s'agit en effet de mécanismes financiers et comptables qui, tous, respectent la loi de l'affectation de la redevance aux organismes bénéficiaires pour le compte desquels l'Etat intervient et qui d'ailleurs ont été édictés par le législateur lui-même dans des dispositions de caractère permanent dont la conformité à la Constitution ne peut plus être contestée. »

J'ai effectivement été l'un des auteurs du recours qui a abouti à cet arrêt du Conseil constitutionnel. Mais, soucieux de m'incliner devant les décisions de cette haute juridiction, j'en accepte le verdict, et je considère qu'en effet il convient d'appréhender cette ressource comme étant bien une taxe parafiscale.

Ma troisième observation a trait au changement que constituerait l'accès de la société chargée de l'action radiophonique extérieure à une partie des ressources provenant de cette redevance. A cet égard, monsieur Marette, rien n'est changé non plus puisque, jusqu'à présent, Radio France internationale était déjà alimentée pour partie sur le budget de Radio France, c'est-à-dire sur des ressources en provenance de la redevance pour droit d'usage.

M. le président. La parole est à M. Gantier.

M. Gilbert Gantier. Je remercie M. le ministre de ses réponses, mais la loi qui a servi de fondement à l'analyse juridique du Conseil constitutionnel était différente du projet qui nous est soumis. L'article 2 du projet indique que « les citoyens ont droit, sans discrimination, à une communication audiovisuelle libre ». Nous sommes donc dans un contexte juridique entièrement différent, celui d'une communication audiovisuelle libre.

M. Claude Estier, président de la commission spéciale. Vous reconnaissez qu'elle ne l'était pas avant ! C'est intéressant !

M. Gilbert Gantier. Avant, il y avait le monopole prévu par la loi de 1974. C'était un bien ou un mal, mais je vous fais observer, monsieur Estier, que les technologies ont évolué, que la loi est vivante, qu'elle s'adapte aux nécessités du moment. Vous devrez bien, un jour ou l'autre, au cours de la décennie des années quatre-vingts, accepter une liberté qui fera éclater les structures contraignantes que vous voulez imposer. C'est un pari que je prends, et nous en reparlerons.

Par ailleurs, ce n'est pas, monsieur le ministre, parce que les émissions de Radio France internationale étaient financées par une partie de la redevance que l'on peut poursuivre dans les mêmes errements inacceptables.

Le projet prévoit que les investissements seront financés par la redevance. C'est également inacceptable, car ce sont des investissements d'intérêt national et même international, lorsqu'il s'agit, par exemple, de la présence de la France dans l'espace. Cela ne saurait être financé par le propriétaire d'un récepteur de télévision.

Les arguments de M. le ministre ne nous conduisent donc pas à retirer l'amendement que nous avons déposé.

M. Jacques Marette. Je demande la parole pour répondre à la commission.

M. le président. Monsieur Marette, aux termes de l'article 100 du règlement, je ne suis pas tenu de vous donner la parole. Inscrit sur l'article, vous avez dépassé, vous aussi, le temps de

parole qui est imparti à chaque orateur. J'entends faire respecter strictement le règlement pour que nous avançons au lieu de traîner, et d'autant plus que nous avons devant nous une longue journée, de nombreux articles restant à examiner.

Je vous donne exceptionnellement la parole pour quelques instants.

M. Jacques Marette. Je vous remercie, monsieur le président, et je serai bref.

Ce qui est important pour le Parlement, c'est le vote de l'impôt. Or, avec le système retenu, monsieur le ministre, vous assurez la continuité de ce que vous reprochiez à M. Lecat.

Avec votre texte, les dépenses vont considérablement s'accroître et les recettes, *ipso facto*, feront de même. Considérez-vous qu'il soit convenable que le Parlement ne puisse pas se prononcer sur les exonérations et le recouvrement de la redevance ? Les gens qui sont encore dans les zones d'ombre, qui ne peuvent donc recevoir correctement les émissions devront payer comme les autres ; de même pour les personnes âgées et les personnes aux ressources modestes. Le Gouvernement fixera les exonérations par décret. Pensez-vous que ce soit là une procédure démocratique dans un Etat de droit où le Parlement est chargé de voter les recettes et de contrôler les dépenses ? Je ne parle même pas du contrôle de la dépense mais, pour le vote de la recette, je trouve que, dans un texte que vous voulez libéral, vous restreignez considérablement les droits du Parlement. Et ce n'est pas parce que vous restez dans la continuité des textes anciens que vous combattez à l'époque, que vous devez vous montrer particulièrement fier.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 427.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques n° 244 et 638.

L'amendement n° 244 est présenté par M. Schreiner, rapporteur, et les commissaires membres du groupe socialiste ; l'amendement n° 638 est présenté par M. François d'Aubert et les membres du groupe Union pour la démocratie française.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« A la fin de l'article 60, substituer aux mots : « des taxes dénommées redevances pour droit d'usage, assises », les mots : « de la taxe dénommée redevance pour droit d'usage, assise ».

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 244.

M. Bernard Schreiner, rapporteur. Cet amendement vise à harmoniser la rédaction de l'article 60 avec celle des articles 61 et 62. Il n'y a en effet qu'une seule taxe dénommée redevance pour droit d'usage assise sur les appareils récepteurs de télévision.

M. le président. La parole est à M. Alain Madelin, pour défendre l'amendement n° 638.

M. Alain Madelin. Notre amendement est effectivement identique à celui présenté par la commission. Nous souhaitons qu'il soit précisé dans la loi qu'il n'y aura qu'une seule taxe. Mais ce n'est pas pour autant que nous serons rassurés.

Il est clair, en effet, qu'il faudra bien financer cette réforme de la télévision. Il est clair aussi, à travers toutes les explications qui nous ont été données ou les absences d'explications, qu'il y aura des augmentations de la redevance. A service égal redevance égale, comme cela a été dit à la sortie du Conseil des ministres. Mais dès lors que vous augmenterez tant soit peu, et c'est votre intention, le service rendu, il y aura augmentation de la redevance.

Je profite donc de la discussion de cet amendement pour vous demander, monsieur le ministre, quelle sera l'augmentation de la redevance ou, plus exactement, quels seront les éléments supplémentaires qui seront inclus dans cette taxe unique. Je tiens à rappeler que, pour son coût, nous nous situons déjà dans le peloton de tête des pays qui ont une télévision.

Je souhaite que cette redevance soit pour le moins stabilisée. Ce n'est pas parce que l'on aura mis le mot « taxe », au singulier que nous serons pour autant rassurés. C'est une meilleure rédaction, certes, mais encore faudrait-il préciser ce que recouvre ce mot.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la communication. Le Gouvernement accepte les amendements.

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. J'interviens contre l'amendement de la commission parce que je ne vois pas très bien ce qu'il nous apporte. Je souhaiterais que le rapporteur nous en explique le sens. Certes, s'il s'agit de la redevance pour droit d'usage des postes de télévision, comme manifestement il n'y en a qu'une, le pluriel ne s'imposait pas.

Mais si le Gouvernement avait mis le mot « taxe » au pluriel c'est peut-être parce qu'il avait une autre idée, celle de rattacher, directement ou indirectement, d'autres prélèvements à cette taxe.

M. le rapporteur propose de mettre le mot au singulier, ce qui paraît nous protéger de ce danger, mais dans la mesure où, vendredi, M. le ministre a évoqué la possibilité de faire payer par les utilisateurs d'instruments audiovisuels toute une série de taxes supplémentaires, je souhaite savoir ce que nous apporte cet amendement. Sans doute règle-t-il le cas de la redevance définie comme taxe parafiscale soumise chaque année à l'autorisation du Parlement. Mais il laisse entier le problème du financement.

Je souhaite que cet amendement ne soit pas voté, parce que je considère qu'il est faussement protecteur, qu'il constitue une hypocrisie. Si encore il garantissait réellement que, comme nous l'avons proposé à l'article 59, l'usage de la télévision et de la radio ne donnera lieu qu'à la perception d'une redevance et au prélèvement de recettes publicitaires par l'intermédiaire des supports de télévision, je serais d'accord. Mais tel n'est pas le cas. Il ne constitue dès lors pour les téléspectateurs qu'une sorte de placebo. Je préférerais des remèdes réellement efficaces.

M. le rapporteur peut-il nous dire comment il voit la situation en ce qui concerne les taxations présentes et futures que peuvent supporter les appareils audiovisuels ?

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Schreiner, rapporteur. J'ai été suffisamment précis en indiquant qu'il s'agissait d'un amendement d'harmonisation et non d'une remise en cause de l'armature des dispositions concernant la redevance, la publicité et les différentes ressources des moyens audiovisuels.

Cet amendement ne vise qu'une seule taxe, dénommée « redevance pour droit d'usage ». Il n'y a aucune autre interprétation à en tirer.

M. le président. Je mets aux voix le texte commun des amendements n^{os} 244 et 638.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 60, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 60, ainsi modifié, est adopté.)

Article 61.

M. le président. « Art. 61. — Le produit attendu de la redevance et de la publicité est réparti annuellement entre les organismes du service public de la radiodiffusion et de la télévision par le Premier ministre ou le ministre délégué.

« L'attribution d'un montant de ressources à chaque organisme prend en compte son projet de budget, l'évolution de son activité et de ses ressources propres, ainsi que de ses obligations de service public. »

La parole est à M. Marette, inscrit sur l'article.

M. Jacques Marette. Nous en arrivons, avec l'article 61, à la répartition du produit attendu de la redevance et de la publicité.

Pour la première fois, on fait un « pot commun » entre les deux ressources fondamentales de la télévision et l'on ne distingue pas entre la publicité, qui est un service rendu aux annonceurs, et la redevance.

Monsieur le ministre, je ferai deux objections fondamentales à cet article : la première a trait à l'autorité qui répartit ce pot commun ; la seconde tient à l'absence de critères pour la répartition.

Le choix de l'autorité — le Premier ministre ou ministre délégué — est absolument contraire à l'esprit de votre texte. Vous avez voulu faire une loi de décentralisation ; vous avez voulu donner, par l'intermédiaire de la Haute autorité, une indépendance aux organes de tutelle de la radiodiffusion et de la télévision. Mais chacun sait que celui qui tient les cordons de la bourse, celui-là commande.

Or la Haute autorité désignera bien les présidents de chaîne, mais elle n'aura pas le contrôle des finances. Nous savons par ailleurs que si elle pourra parfois émettre des avis contraires à ceux du Gouvernement, il existera un droit de remontrance, par le biais d'une deuxième délibération. On fera donc pression sur elle.

De deux choses l'une, monsieur le ministre : ou bien le texte de l'article 61 n'est pas conforme aux intentions de votre projet de loi ou bien il n'y est que trop, et la Haute autorité n'est qu'un paravent, une façade et le Gouvernement — le Premier ministre en particulier — demeure le « patron » des différentes chaînes, des différentes sociétés nationales, aussi importantes et nombreuses soient elles.

J'en viens à ma deuxième objection.

Vous abandonnez les deux critères de qualité et de valeur culturelle des programmes, M. le rapporteur s'est étendu dans son rapport sur le caractère pervers des notions de qualité et d'audience, la première étant subjective et la seconde donnant

lieu à une concurrence sauvage entre chaînes pour obtenir le maximum de taux d'écoute.

La prise en considération de ces deux critères avait tout de même son bon côté. Pour le moment, le taux d'écoute baisse et, dans la mesure où il ne sera tenu aucun compte de ce taux dans la répartition du produit de la redevance, il est bien certain que se multiplieront les émissions impossibles dont nous sommes abreuvés.

Il faut que vous vous rendiez compte — je vous le dis de façon très modérée, à une heure matinale et sans audience politique particulière — que la moitié du discrédit qui frappe actuellement le Gouvernement est né de l'ennui épouvantable qui se dégage des « étranges lucarnes » depuis que vous êtes au pouvoir. (*Murmures sur les bancs des socialistes.*)

Vous allez institutionnaliser cette télévision pédagogique, suintante d'ennui, remplie de bonnes intentions mais aussi de dogmatisme et d'hermétisme, qui est responsable, pour une grande part, de votre échec.

Du point de vue politique, nous devrions souhaiter que l'article 61 soit voté dans les termes du projet de loi. Mais, parce que nous nous préoccupons tout de même de l'intérêt du téléspectateur, nous appelons l'attention du Gouvernement sur le fait que faire fi des taux d'écoute et de la qualité des programmes aboutira à la multiplication d'émissions abrutissantes, abêtissantes, à ce qu'on appelle vulgairement la « télé-barbe ». C'est ce que vous avez fait depuis près d'un an et qui risque de s'institutionnaliser, puisque vous ne tiendrez aucun compte du téléspectateur, de sa réaction spontanée devant les programmes, et que vous continuerez à vouloir financer par tous les moyens des émissions qui ne le satisfiront pas.

M. Claude Estier, président de la commission spéciale. Ce n'est pas parce que vous répétez toujours la même chose, monsieur Marette, que ce que vous dites deviendra exact ! Regardez les sondages : ils contredisent vos propos.

M. Jacques Marette. Vous verrez que vous assurerez notre succès aux municipales !

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Ainsi, près de huit milliards et demi de francs — plus de six pour la redevance, plus de deux pour la publicité — seront répartis par le Premier ministre sans autre contrôle qu'un avis de la Haute autorité.

M. Marette a démontré les inconvénients de ce système. Nous proposerons, d'ailleurs, un amendement destiné à les éviter.

J'ajouterai que le fait d'inclure les recettes publicitaires dans la répartition qui sera opérée par le Premier ministre et de supprimer parallèlement le plafond de 25 p. 100 de l'ensemble qui avait été fixé pour ces recettes en 1974 va conduire à financer à tire-larigot n'importe quel programme, quelles que soient son audience et sa qualité, notamment en tirant en tant que de besoin sur le marché publicitaire.

Cette crainte de dépenses sans fin, je l'illustrerai par les observations contenues dans le rapport de la Cour des comptes sur le projet de loi de règlement du budget de 1980, notamment la question n° 15 qui concerne les dotations en capital aux sociétés nationales de programme de télévision.

La Cour des comptes fait état d'un complément de dotation en capital de 90 millions de francs — 40 millions de francs pour Antenne 2 et 50 millions de francs pour F.R. 3. Elle écrit : « Ce même contrôle a conduit à constater que si F.R. 3 a bien inscrit, en 1980, ce complément de dotation de 50 millions de francs au passif de son bilan, la valeur nette de ses productions d'émissions n'est passée à l'actif du bilan de cette même année que de 154,6 à 163,9 millions de francs. Seul le contrôle des comptes de 1981, encore non arrêtés, permettra de s'assurer que ce concours exceptionnel de l'Etat a bien permis de financer ultérieurement un notable accroissement des stocks de programmes. »

Autrement dit, la Cour des comptes se demande si la dotation en capital supplémentaire de 50 millions de francs a disparu en frais de fonctionnement et se propose de le vérifier.

Partant de cette observation, qui vaut pour les années 1980 et 1981, je veux, par quelques questions concernant toujours la même société F.R. 3, illustrer le caractère dangereux du système de répartition qui nous est proposé, système qui ne comporte aucune référence à la qualité et à l'audience et ne procède que de mécanismes purement administratifs.

Il serait intéressant d'abord de confronter les résultats prévus dans la loi de finances pour 1981 et ceux prévus en juin 1981, lorsque vous êtes arrivés au pouvoir, d'une part, et les résultats auxquels est parvenue F.R. 3 en fin d'exercice, d'autre part.

Au mois de juillet 1980, était prévu un résultat positif de 25 millions de francs et la réserve inscrite dans le budget atteignait 8 millions. La prévision de juin 1981 faisait état d'un résultat positif de 30 millions de francs mais il semble que le résultat définitif, à la fin de l'année 1981, soit égal à zéro.

Deuxième question : quel est le nombre des recrutements effectués depuis juin 1981 ? On avance le chiffre de 360 environ, dont 300 intégrations de collaborateurs pigistes et 60 recrutements de journalistes, conseillers et autres. Il y a sur ce point une controverse. Qu'en est-il exactement ? Il semble en effet difficile de croire le président de la chaîne lorsqu'il affirme qu'il n'y a pas eu de recrutements.

Dernière question, enfin : comment ont été utilisés, depuis le début de 1982, les crédits affectés aux sociétés de programme sous forme de préceptif ?

Ainsi, pour F.R. 3, un préceptif de 60 millions de francs était inscrit au titre de la régionalisation, dont 25 millions pour les investissements. Sur les 35 millions de francs restants, combien ont-ils été absorbés par le coût des intégrations et des recrutements ainsi que par les conséquences des mesures sociales, qui s'élèveraient à environ 20 millions de francs ? En conséquence, combien reste-t-il pour les programmes ? Là encore, rien !

Or le système que vous nous proposez, monsieur le ministre, ne sera qu'une incitation à poursuivre dans cette gestion fort dommageable pour les deniers publics.

M. le président. La parole est à M. Alain Madelin.

M. Alain Madelin. Sur l'article 61, je formulerai deux observations et une interrogation.

Ma première observation porte sur le fait que c'est l'Etat qui répartit la redevance. Sur ce point, je rappellerai ce que disaient, il n'y a pas si longtemps, les groupes communiste et socialiste dans cette enceinte.

Le groupe communiste, par la voix de Jack Ralite, aujourd'hui ministre, affirmait : « L'Etat va tenir sous sa coupe un nouvel et immense budget qu'il rétrocedera selon une clé définie par décret, c'est-à-dire par lui-même ; on peut tourner la clé plus ou moins. »

Le groupe socialiste, par la voix d'un autre ministre actuel, M. Chevènement, déclarait : « M comme si toutes ces mesures ne suffisaient pas, le Gouvernement veut encore se réserver le droit de procéder seul à la répartition de la redevance entre les différents organismes héritiers de l'office. »

Pourquoi l'opposition d'alors a-t-elle changé d'avis ?

Ma seconde observation porte sur la publicité. En supprimant le plafond de 25 p. 100 et en déconnectant le financement publicitaire des critères d'audience et de qualité, vous tournez le dos au téléspectateur. C'est une évidence. Ses goûts ne sont plus pris en compte lors de la répartition de la redevance, alors que c'était pour lui le seul moyen de se faire entendre dans votre système de service public. Nous entrons dans un système de répartition administrative qui risque de nous conduire effectivement à « télé-barbe ».

Je veux bien reconnaître, comme le disait M. Estier tout à l'heure, qu'il ne faut pas exagérer les critiques contre la télévision actuelle. Je n'ai d'ailleurs jamais jusqu'à présent dans ce débat poussé trop loin la caricature. Il y a de bonnes et de mauvaises émissions. Je constate simplement que certaines émissions nouvelles, conformes à la politique et au réalisme socialistes, sont précisément celles qui ont été considérées comme les plus ennuyeuses par les téléspectateurs. J'aurais souhaité que cette loi donnât les moyens de mettre un frein à cette tendance, au lieu de l'accélérer par le biais d'une répartition administrative de la redevance et des recettes publicitaires qui conduira à déconnecter complètement la télévision des téléspectateurs.

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Je reviendrai, à propos de l'article 61, sur les questions de principe qui restent essentielles dans cette discussion.

Il est écrit : « Le produit attendu de la redevance et de la publicité... ». Je sais bien que c'est la pratique depuis quelques années. Permettez-moi cependant de dire, monsieur le ministre : étrange mélange, si l'on se réfère aux principes !

La radio et la télévision ont connu en quelque sorte trois âges. Au cours du premier âge, au lendemain du premier conflit mondial, la télégraphie sans fil a commencé à se développer, avec Radio-Paris notamment. Les dépenses devenant importantes, on a créé une taxe sur les récepteurs qui ne frappait, logiquement, que ceux qui écoutaient la radio.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le monopole, qui était devenu de fait au début du conflit, devint de droit. La taxe se justifiait pour financer ce que l'on dénommait alors la R. T. F., avant qu'elle ne s'appelle l'O. R. T. F. Puis, dans les années 1950, furent créées les radios périphériques de R. T. L. et d'Europe n° 1. A partir de ce moment, il y a eu une coexistence d'un monopole intérieur et de radios périphériques qui, grâce à un développement de la technologie, pouvaient émettre sur le territoire français mais qui étaient financées uniquement par des recettes publicitaires.

Cette coexistence s'est poursuivie avec la télévision où, petit à petit, la publicité a été admise. Mais, monsieur le ministre, dans une loi de liberté comme celle que vous avez voulu concevoir, le régime que vous proposez pour la publicité devient tout à fait anormal. Nous l'avons déjà souligné à propos de l'article 60, et il nous faut le rappeler ici. On va, en effet, mélanger dans une sorte de pot commun des recettes de natures très différentes.

A ce propos, j'aurais une question à poser. M. le rapporteur a déclaré récemment que la publicité serait admise pour financer les radios locales privées. M. le ministre a fait paraître un communiqué disant qu'il n'en serait rien et que ces propos n'engageaient que le rapporteur. Qu'en est-il exactement ? Il y a là, en effet, un grand risque pour la presse imprimée qui n'a que cette ressource et la vente des numéros pour vivre.

J'en reviens au plan des principes. Qu'aurait-on dit si, à l'époque de Charles X ou de Louis-Philippe, on avait fait une loi sur la presse prévoyant que les journaux seraient financés par une taxe dont le Gouvernement distribuerait le produit et instaurant un monopole de l'information ? Un tel système aurait été monstrueux ! C'est pourquoi je suis persuadé, monsieur le ministre, que celui que vous nous proposez ne tardera pas à éclater.

Aux Etats-Unis, il n'y a pas de taxe sur les récepteurs de télévision, non plus qu'en Union soviétique, en Norvège, au Luxembourg ou aux Pays-Bas. Il y a un nombre de pays dont nous devrions suivre l'exemple.

M. Claude Estier, président de la commission spéciale. Que vous proposiez de suivre l'exemple de l'Union soviétique, c'est tout à fait nouveau de votre part, monsieur Gantier !

M. Gilbert Gantier. Il n'y a pas de taxe en Union soviétique, je tenais à le rappeler.

En tout cas, s'il y a des tâches de service public, elles doivent être financées par le budget de l'Etat.

M. le président. M. Alain Madelin, Mme Louise Moreau, MM. François d'Aubert, Michel d'Ornano et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 429 ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 61, supprimer les mots : « et de la publicité ».

La parole est à M. Alain Madelin.

M. Alain Madelin. Il convient que la publicité soit affectée aux différentes chaînes par l'intermédiaire de la régie française de publicité sans que le Gouvernement en tourne la clé.

Par ailleurs, comme l'a souligné à l'instant mon ami Gilbert Gantier, il est incohérent de supprimer le plafond de 25 p. 100 pour confisquer le marché publicitaire au bénéfice exclusif des chaînes de service public. A partir du moment où on veut faire une télévision de service public, celle-ci doit être financée par la taxe ou par l'impôt, les ressources publicitaires servant à financer, pour le moins au-delà des 25 p. 100, les chaînes de télévision indépendantes.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Schreiner, rapporteur. Comme je l'ai déjà expliqué dans le détail lors de l'examen de l'article 59, et notamment de l'amendement n° 395, la réunion du produit de la redevance et des ressources provenant de la publicité en une seule masse globale répartie entre l'ensemble des organismes de service public de radio-télévision diffère du système actuellement en vigueur plus en apparence qu'en réalité.

Néanmoins, je rappellerai rapidement les deux avantages que présente cette globalisation des ressources. Elle rend moins complexe la répartition du produit de la redevance entre les organismes bénéficiaires ; surtout, elle limite l'influence des annonceurs publicitaires sur chacune des sociétés de programme.

En conséquence, la commission a rejeté l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la communication. Il a souvent été fait allusion, dans ce débat, aux positions que j'ai personnellement exprimées par le passé. Eh bien, toutes mes déclarations en témoignent : j'ai toujours tenu pour pervers le système consistant à réserver les ressources publicitaires aux seuls organismes de télévision autorisés à servir de support à la publicité.

Aussi proposons-nous de faire masse de l'ensemble des recettes, afin de procéder à leur répartition harmonieuse, d'éviter une pression excessive des considérations commerciales sur les programmes des antennes autorisées à recevoir de la publicité et de ne pas pénaliser celles qui, de par la loi ou la réglementation, ne le peuvent pas. Ce dispositif s'inspire donc à la fois de considérations de morale et d'un souci d'efficacité.

Par conséquent, le Gouvernement demande à l'Assemblée nationale de repousser l'amendement n° 429.

Cela dit, messieurs, arrêtez vos violons ! Cessez de frotter vos archets sur des cordes qui ne rendent que des sons déchirants !

Lorsque vous parlez de l'audience et de la qualité, vous oubliez que vous avez vous-mêmes critiqué les résultats dérisoires auxquels ont abouti les dispositions très complexes prévues à cet égard par la loi de 1974. Pour les derniers exercices, ces commissions discutant à perte de vue ont réparti seulement entre 40 et 50 millions de francs, c'est-à-dire 1 p. 100 de l'ensemble des recettes mises à disposition. Ne venez donc pas nous dire aujourd'hui que la suppression de ces procédures signifie que l'on va se désintéresser complètement de la qualité.

Monsieur Marette, vous avez une fois de plus brodé sur « l'ennui » à la télévision. Mais vos informations datent ou retardent — tout comme vos idées d'ailleurs — puisque plus personne ne peut nier aujourd'hui que, passée l'extraordinaire campagne de ces derniers mois, les organismes de télévision ont retrouvé une audience égale à celle qui était la leur il y a un an. Je vous remercie à ce propos de votre sollicitude, mais convenez que le Gouvernement a quelques raisons d'apprécier vos conseils avec une certaine circonspection, n'étant pas persuadé que votre première préoccupation soit d'assurer son bonheur.

S'agissant du rapport de la Cour des comptes, monsieur Toubon, je vous rappelle que les dotations en capital sont inscrites au bilan des sociétés et non à leur compte d'exploitation, leur contrepartie consistant en une immobilisation de productions réalisées ou, le cas échéant, de documents achetés. Les résultats

sont tout à fait transparents ; il suffit, en effet, année par année, de comparer les bilans pour constater que ces sommes y figurent en augmentation du volume des stocks. Ce jeu d'écritures comptables était indispensable afin de maintenir un certain niveau de stocks et, éventuellement, de l'augmenter compte tenu des besoins, de manière à pouvoir faire face au surcroît de coût résultant de l'inflation et du développement des techniques nouvelles. Comme chaque année, l'ensemble des résultats de 1981 sera soumis à l'appréciation du Parlement dans le cadre de la loi de finances.

En réalité, vous avez engagé la discussion sur l'article 61 comme si l'article 62 n'existait pas. Pourtant, celui-ci dispose bel et bien que, si le Gouvernement se prononce sur la répartition des ressources entre les différents organismes, sociétés ou établissements publics, le Parlement exerce son pouvoir de contrôle en votant cette répartition. S'agissant de fonds publics, l'Etat — Gouvernement et Parlement réunis — ne saurait déléguer les responsabilités qui sont les siennes. Il est donc exclu que la répartition des ressources soit confiée, comme certains le souhaitent, à la Haute autorité, car le Gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale alors que la Haute autorité ne l'est pas.

Enfin, monsieur Gantier, je vous remercie de l'hommage appuyé que vous avez rendu à l'esprit de liberté qui imprègne le projet. Vous référant à l'article 1^{er}, vous avez par deux fois souligné qu'il s'agissait d'une loi de liberté.

M. Gilbert Gantier. Oui, mais il faut aller jusqu'au bout !

M. le ministre de la communication. Je vous en remercie, mais je regrette que, fort de cette appréciation, vous n'avez pas jugé bon de voter cet article qui, précisément, énonce le principe de la liberté.

M. le président. Compte tenu du fait qu'aucun orateur ne s'est inscrit contre l'amendement, je vous donne la parole, monsieur Madelin.

M. Alain Madelin. Monsieur le ministre, vous avez rappelé que vous restiez fidèle à vos positions passées en proposant que les recettes publicitaires soient réparties sans considération d'audience par le Gouvernement. Je vous en donne acte ; il est vrai qu'en 1974 vous aviez demandé que « cette répartition soit effectuée selon des règles analogues à celles qui concernent la répartition du produit de la redevance ».

Mais, pour mener à son terme la comparaison à laquelle vous nous invitez, je rappelle que vous aviez ajouté : « Cette répartition ne pourra pas avoir pour effet de porter la part des recettes de la publicité dans l'ensemble des ressources de chacun des organismes bénéficiaires au-delà du plafond de 25 p. 100 visé à l'article 22. »

En outre, vous avez manifesté, par le passé, une hostilité très nette vis-à-vis de la publicité, comme en témoigne une autre citation :

« Nous serons donc passés en quatre ans, de 1976 à 1979, de 167 à 225 ou 230 heures de « M. Meuble » ou de « Mère Denis », de papier hygiénique ou de couches culottes qui absorbent tout, même le suint du crétinisme livré à domicile par l'appareil d'Etat !

« Il faut », disait Valéry Giscard d'Estaing en réfléchissant au rôle de la télévision, « améliorer le mode de vie des Français ainsi que le niveau de la connaissance. » Ajax et Harpic sont là pour ça, ils nettoient tout, même ce que l'on ne saurait dire.

« Je proposerai contre ces détersifs au moins un contre-poison : plafonner le temps de la publicité. »

Pour éclairer le passé, monsieur le ministre, il faut être complet.

Aujourd'hui, la publicité est un moyen d'indépendance. Elle l'est déjà pour la presse, et nous aurons l'occasion d'y revenir. Elle doit le devenir, dans les années 80, pour le secteur de l'audiovisuel.

Comme l'a montré Gilbert Gantier, pour que l'article 1^{er} et l'article 2 n'affirment pas en vain la liberté de la communication audiovisuelle, vous êtes tenu à la cohérence. Or, nous constatons, article après article, que tout le texte contredit cette affirmation préliminaire. Vous interdisez pratiquement tout secteur audiovisuel indépendant, hormis peut-être quelques radios locales. Vous lui confisquez en tout cas le moyen de son indépendance, c'est-à-dire la publicité.

Notre amendement vous propose de gommer cette nouvelle contradiction afin de rester fidèle à l'exergue de votre loi : « La communication audiovisuelle est libre. »

M. Gilbert Gantier. Très bien !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 429.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Mes chers collègues, je suis saisi d'un amendement n° 430, puis d'un amendement n° 245. Cependant les trois amendements suivants, n° 128, 596 et 246, ont presque le même objet puisqu'ils font référence à la Haute autorité. Si l'Assemblée et le Gouvernement en étaient d'accord, nous pourrions examiner ces cinq amendements en discussion commune. (Assentiment.)

M. Robert-André Vivien. Sous réserve que vous autorisiez leurs auteurs à répondre à tour de rôle au Gouvernement, monsieur le président.

M. le président. Monsieur Vivien, le règlement est le même, que nous discutons un ou plusieurs amendements. Laissez donc le président présider.

Sachez cependant que nous sommes heureux de vous avoir entendu ce matin !

M. Robert-André Vivien. Rassurez-vous, vous m'entendrez encore !

M. le président. Je suis donc saisi de cinq amendements n° 430, 245, 128, 596 et 246 pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 430 présenté par M. Alain Madelin, Mme Louise Moreau, MM. François d'Aubert, Michel d'Ornano et les membres du groupe Union pour la démocratie française est ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 61, après les mots : « est réparti », insérer les mots : «, sur proposition de la Haute autorité. »

L'amendement n° 245 présenté par M. Schreiner, rapporteur, et les commissaires membres du groupe socialiste est ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 61, après les mots : « organismes », insérer le mot : « nationaux ».

L'amendement n° 128 présenté par M. Fuchs est ainsi rédigé :

« Après le mot « télévision », rédiger ainsi la fin du premier alinéa de l'article 61 : « par la Haute autorité ».

L'amendement n° 596 présenté par MM. Robert-André Vivien, Baunel, Jacques Godfrain, Péricard, de Préaumont, Toubon et les membres du groupe du rassemblement pour la République est ainsi rédigé :

« Après le mot : « télévision », rédiger ainsi la fin du premier alinéa de l'article 61 : « par la Haute autorité de la communication audiovisuelle ».

L'amendement n° 246 présenté par M. Schreiner, rapporteur, et les commissaires membres du groupe socialiste est ainsi rédigé :

« Compléter le premier alinéa de l'article 61 par les mots : « après avis de la Haute autorité ».

La parole est à M. Alain Madelin, pour défendre l'amendement n° 430.

M. Jacques Marette. L'amendement n° 596 est celui qui va le plus loin !

M. Alain Madelin. Cet amendement tend à ne pas tenir la Haute autorité, en principe garante de l'indépendance du service public de l'audiovisuel, à l'écart des moyens de son financement.

Vous l'avez souligné dans le passé, monsieur le ministre, et nous le soulignons maintenant : ceux qui payent commandent, et l'Etat, en s'attribuant la clé de la répartition, assure en réalité sa mainmise sur le service public.

Voilà pourquoi, à défaut d'aller aussi loin que le rapport Moinot qui proposait d'affecter la perception de la redevance à la Haute autorité, seule maîtresse de sa répartition — proposition que nous aurions pour notre part acceptée — nous avançons une solution de compromis selon laquelle le produit de la redevance et de la publicité est réparti sur proposition de la Haute autorité.

M. le président. Qui défend l'amendement n° 128 de M. Fuchs ?

Rappel au règlement.

M. Robert-André Vivien. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien, pour un rappel au règlement.

M. Robert-André Vivien. J'ai le plus grand respect pour la manière dont vous présidez, mais notre amendement n° 596 — une lecture attentive vous permettra de le constater — va plus loin que l'amendement n° 430 de M. Madelin, puisqu'il tend à confier à la Haute autorité elle-même le soin de répartir la redevance.

D'après le règlement, il aurait donc dû être appelé en premier. C'est seulement pour ne pas interrompre M. Madelin que je ne l'ai pas fait remarquer plus tôt.

M. le président. Monsieur Vivien, ces deux amendements sont en discussion commune. Toutefois, si vous voulez défendre le vote avant l'amendement n° 128, je vous donnerai volontiers la parole.

M. Alain Madelin. M. Vivien a raison, monsieur le président. Mon amendement n° 430, d'une part, et les amendements n° 596 et 128, d'autre part, ne sont pas du même type.

M. Robert-André Vivien. Selon l'amendement n° 430, la répartition aurait lieu sur proposition de la Haute autorité...

M. le président. Monsieur Vivien, je vous ai donné la parole pour un rappel au règlement, mais laissez-moi présider.

L'amendement n° 430 présenté par M. Madelin tend à répartir le produit de la redevance et de la publicité « sur proposition de la Haute autorité ». L'amendement n° 128 de M. Fuchs tend à faire procéder à cette répartition « par la Haute autorité ». C'est la même chose...

M. Jacques Toubon. Mais non ! Dans un cas, la Haute autorité émet un avis ; dans l'autre, elle prend une décision.

M. le président. Je mettrai donc aux voix l'amendement n° 430 après l'amendement n° 596.

Reprise de la discussion.

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier, pour soutenir l'amendement n° 128.

M. Gilbert Gantier. M. Fuchs propose que le produit attendu de la redevance et de la publicité soit réparti non par le Premier ministre ou le ministre délégué, mais par la Haute autorité. Cette disposition est conforme au rapport Moinot, qui a inspiré la création de la Haute autorité, et au principe de liberté.

Monsieur le ministre, vous vous êtes targué du fait que j'avais plusieurs fois fait allusion au principe de liberté qui figure en exergue de ce projet de loi. Eh bien, pour que liberté il y ait, il ne faut pas que le Gouvernement distribue lui-même la manne provenant de la redevance et de la publicité ; il convient au contraire de s'en remettre à un organe théoriquement indépendant, en l'espèce la Haute autorité, même si elle ne doit pas être aussi indépendante que nous l'aurions souhaité.

Il est inadmissible que le Gouvernement soit à la fois juge et partie, qu'il collecte les fonds et qu'il les distribue comme il l'entend, la Haute autorité n'ayant sur cette affaire, aux termes de l'amendement n° 246 de la commission, que le pouvoir de formuler de vagues observations. La Haute autorité doit avoir la responsabilité pleine et entière de cette répartition.

Vous nous avez répondu que ce n'était pas possible, car elle n'est pas responsable devant le Parlement. Certes, mais j'y insiste, elle a vocation à être indépendante. C'est la raison pour laquelle M. Fuchs a présenté cet amendement que je souhaite voir adopté.

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien, pour soutenir l'amendement n° 596.

M. Robert-André Vivien. Notre amendement appelle quelques commentaires. Rappelez-vous les conditions dans lesquelles on répartissait la redevance dans le passé et dans lesquelles on autorisait la publicité : on fixait parfois un objectif au lieu de

fixer un plafond. Monsieur le ministre, je vous donne acte de vos propos sur l'indépendance de la Haute autorité que vous avez repris plusieurs fois dans ce débat, mais il nous semble indispensable que la répartition de la redevance, et également de la manne publicitaire, soit faite, comme l'ont très bien expliqué M. Gantier et M. Madelin, en dehors de toute influence politique.

Soyons réalistes, monsieur le ministre ! Vous avez participé à quelques comités interministériels. Vous êtes l'otage de M. le ministre du budget, car c'est lui qui fixe les quotas. Même si ce n'est pas dans la lettre, c'est dans la tradition. Vous vous battez, j'espère, comme d'autres l'ont fait, pour obtenir une augmentation de la redevance, vous vous battez, parce que vous êtes le défenseur de la presse, pour que la surcharge du prélèvement publicitaire sur la presse écrite ne soit pas trop lourde. Mais, dans quelques semaines, dans quelques mois — et là je suis obligé de faire un instant de la politique — ce ne sont pas seulement les sociétés nationales de radio et de télévision qui se trouveront en difficulté financière, ce sera la France tout entière. Et nous craignons que le Gouvernement, cherchant à gager certaines de ses dépenses que nous n'apprécions pas, cherchant le moyen notamment de fournir les crédits de fonctionnement aux nouvelles sociétés et aux 800 collaborateurs que vous allez trouver, ne fasse cette répartition non pas en fonction de critères qualitatifs ou de critères ayant trait au fonctionnement et aux missions du service public, mais beaucoup plus en fonction d'orientations politiques, prises dans le sens généreux du terme, qu'il ne favorise, par exemple, l'expansion des régions au détriment d'une production lourde. Ce qui m'inquiète le plus, c'est que la répartition se fera éventuellement au détriment des sociétés de programme, pour gager, comme dans le passé, les déficits de la société de production.

Nous votons chaque année un article du projet de loi de finance qui fixe la répartition de la redevance. Je ne vois donc pas en quoi notre pouvoir parlementaire et législatif va se trouver diminué ; au contraire, notre information sera renforcée, puisque nous serons saisis d'un rapport de la Haute autorité. Le Gouvernement, lui, ne fait pas de rapport : nous n'avons même pas connaissance des sondages sur la qualité, l'indice d'écoute et l'indice de satisfaction.

Permettre à la Haute autorité de répartir le produit attendu de la redevance et de la publicité, et d'informer complètement le Parlement, c'est renforcer nos pouvoirs.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, je suis persuadé que vous allez accepter mon amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 246 et donner l'avis de la commission sur les amendements n° 430, 128 et 596.

M. Bernard Schreiner, rapporteur. Monsieur Vivien, il faut lire la loi jusqu'au bout.

L'article 62 prévoit que le Parlement aura effectivement l'occasion de discuter et d'approuver la répartition du produit de la redevance pour droit d'usage entre les sociétés et établissements publics prévus dans la loi ; l'article 63 fait obligation au Gouvernement — et c'est nouveau — d'établir un rapport sur la situation et la gestion des organismes de service public de la radiodiffusion et de la télévision, lequel rapport sera annexé au projet de loi de finances.

Le projet de loi prévoit donc un rôle accru du législateur par rapport au contrôle effectué sur l'utilisation des ressources par l'ensemble des sociétés et établissements publics.

Toute la logique du projet de loi vise à donner seulement à la Haute autorité un rôle de magistrature moral, car celui-ci s'accommoderait mal de l'attribution de pouvoirs de gestion.

La commission a néanmoins estimé que son intervention à titre consultatif dans la répartition des ressources — sans que soit bouleversé le schéma général de répartition des compétences entre elle-même et les autorités gouvernementales — lui donnerait un moyen supplémentaire de remplir sa mission de garant de l'indépendance du service public.

La commission a donc refusé que la Haute autorité se voie confier un rôle de gestion, mais elle a accepté que celle-ci puisse donner un avis.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces quatre amendements ?

M. le ministre de la communication. J'ai déjà, il y a quelques instants, exposé la position de fond du Gouvernement qui considère que la Haute autorité ne peut disposer de pouvoirs de gestion et, par conséquent, de pouvoirs de décision en matière de répartition de crédits entre les organismes du service public.

Néanmoins sensible aux arguments qui ont été développés, le Gouvernement accepte que soit consenti un pouvoir d'avis à la Haute autorité, c'est-à-dire accepte l'amendement n° 246 de la commission.

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien.

M. Robert-André Vivien. Je suis contre l'amendement de la commission et, malgré tout, je peux à la limite considérer que c'est un amendement de repli par rapport à notre amendement n° 596.

Depuis que nous avons le texte, monsieur le rapporteur, nous étudions les articles 62 et 63. Ils n'enlèvent rien, ou du moins ils n'apportent pas grand-chose, puisque c'est presque une reprise des dispositions de la loi de 1974. Il s'agit de confier à la Haute autorité non la gestion, mais la répartition du produit attendu de la redevance et de la publicité. D'ailleurs M. le ministre ne vient-il pas de reconnaître, en acceptant l'amendement n° 246, que l'avis de la Haute autorité sera une garantie d'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique ?

J'aurais évidemment préféré que le Gouvernement acceptât l'amendement n° 596 plutôt que l'amendement n° 246. Toutefois, cela prouve une fois de plus que l'opposition a su faire entendre sa voix, car c'est partant de nos observations que la commission nous a suivis.

M. Bernard Schreiner, rapporteur. C'est sur ma proposition, monsieur Vivien !

M. Robert-André Vivien. Il y a les vôtres et il y a les nôtres ! Et je répète que c'est sur notre proposition que la commission a retenu ce pouvoir d'avis de la Haute autorité. Mais le principal, c'est que l'amendement soit accepté par le Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 128.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 596.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 430.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 246.

M. Robert-André Vivien. Le groupe R. P. R. vote pour !

M. Alain Madelin. Le groupe U. D. F. s'abstient !

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Nous en revenons à l'amendement n° 245 de la commission spéciale.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Schreiner, rapporteur. La commission a voulu, par cet amendement, combler une lacune dans la rédaction de l'article 61.

Le premier alinéa de cet article désigne, en effet, comme bénéficiaires de la répartition des ressources opérée par le Premier ministre les organismes du service public de la radiodiffusion et de la télévision.

En réalité, si l'on rapproche ses dispositions de celles des articles 65, 66 et 67, il apparaît que l'article 61 ne concerne que la répartition primaire des ressources entre les établissements publics et les sociétés existant au niveau national. La répartition secondaire des ressources entre les sociétés régionales de radiodiffusion et de télévision est opérée dans un deuxième stade par les sociétés mêmes respectives, selon les modalités prévues dans les articles 65, 66 et 67.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la communication. Pour l'amendement !

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Les explications de M. le rapporteur nous paraissent de la plus haute importance car elles feront partie des travaux préparatoires de la loi et l'on pourra donc s'y référer pour l'application de celle-ci.

L'amendement n° 245 lui-même — c'est pour cette raison que je suis contre — ouvre la porte à la création de ce que nous refusons, de ce que, semble-t-il, le conseil des ministres a refusé, à savoir la création d'une redevance régionale. En effet, pris à

la lettre, cet amendement signifie que les ressources dont nous parlons seront consacrées aux organismes nationaux de service public. Cela veut dire, *a contrario*, que les organismes régionaux auront d'autres ressources.

J'ai eu plaisir à entendre les arguments de M. le rapporteur. Je souhaiterais que le Gouvernement les confirme, afin qu'il nous soit bien précisé que le produit de la redevance et de la publicité sera versé aux organismes nationaux, qui en consacreront une partie au financement du système régional.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 245.

M. Jacques Toubon. Puisque le Gouvernement ne répond pas, le groupe du rassemblement pour la République vote contre. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Alain Madelin, Mme Louise Moreau, MM. François d'Aubert, Michel d'Ornano et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 423 ainsi rédigé :

« Compléter le premier alinéa de l'article 61 par les mots :
« en précisant la part affectée à la création et la part affectée à l'achat des œuvres cinématographiques ».

La parole est à M. Alain Madelin.

M. Alain Madelin. Cet amendement répond à la préoccupation de tous les créateurs d'œuvres cinématographiques et fait écho à différentes observations formulées tant par le ministre de la culture que par les membres de la commission Moinot.

Il nous apparaît souhaitable que la part affectée à la création et la part affectée à l'achat des œuvres cinématographiques soient précisées, afin d'éviter leur pillage, si je puis dire, par le biais des frais de gestion.

Nous aboutissons actuellement à une situation très curieuse : FR 3, la « chaîne du cinéma », n'a plus d'argent pour acheter de nouveaux films et les autres chaînes en sont réduites à payer les films à crédit sur treize mois, ce qui ne s'était jamais vu.

Pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise à l'avenir et aussi pour permettre à la création et aux œuvres cinématographiques de connaître un développement harmonieux en liaison avec la télévision, nous souhaitons que cet amendement de bon sens soit adopté.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Schreiner, rapporteur. La commission a rejeté cet amendement, dont l'adoption compromettrait gravement l'autonomie reconnue aux établissements publics et l'indépendance des sociétés nationales du service public de la radio-télévision à la fois en matière administrative et financière.

Chacune des sociétés nationales de programme doit rester maîtresse de l'affectation de ses ressources entre ses différentes dépenses, et cela dans le cadre des obligations de service public imposées par le panier des charges.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la communication. Le Gouvernement considère que les préoccupations sont tout à fait légitimes, mais estime que les dispositions proposées sont de nature réglementaire.

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien.

M. Robert-André Vivien. Avant de nous prononcer, nous aimerions obtenir quelques précisions de la part du Gouvernement.

Est-il exact que, dans un généreux souci d'aider le cinéma du tiers monde, on ait donné instruction à un organisme d'achat plus ou moins mystérieux de procéder à l'acquisition de 350 films venant du tiers monde ? Si cela est vrai, avec quelles sommes ces achats ont-ils été financés ? Nous estimons profondément le cinéma du tiers monde. Mais, compte tenu que 450 films environ sont projetés annuellement à la télévision, je crains, quelle que soit la qualité des films maliens, ivoiriens, libanais ou indiens, que le téléspectateur ne se lasse.

Par ailleurs, est-il exact que nous soyons en rupture de stock dans les trois sociétés de programmes ? Si cette information est inexacte, monsieur le ministre, démentez-la ! Si tel était le cas, les sociétés seraient conduites à re-re-re-rediffuser (Sourires) les mêmes films.

Vous savez comment le stock de films s'inscrit au bilan et quelles sont les conditions d'amortissement des films, même s'ils ne sont pas programmés. Il vous reste peut-être en stock des « rossignols » ou des « ringardises » — pour reprendre le mot favori d'un de nos collègues. Il n'en demeure pas moins que les téléspectateurs se préoccupent actuellement du stock de films qu'ils peuvent espérer voir projeter dans les douze mois qui viennent.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 428. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Peut-être, mes chers collègues, pouvons-nous discuter également de l'amendement n° 322, bien qu'il ait été déposé à l'article 62 ? Il semble qu'il serait ici mieux à sa place. (Assentiment.)

L'amendement n° 322, présenté par MM. Hage, Nilès, Ducoloné et les membres du groupe communiste, devient donc l'amendement n° 322 corrigé et se lit ainsi :

« Après le premier alinéa de l'article 61, insérer le nouvel alinéa suivant :

« Sont consultés au préalable le conseil national et les comités régionaux de la communication audiovisuelle. »

La parole est à M. Hage.

M. Georges Hage. S'il est un amendement qui se justifie par son texte même, c'est bien celui-là.

Si le Premier ministre veut éclairer son jugement afin de répartir annuellement le produit attendu de la redevance et de la publicité, il trouvera beaucoup d'intérêt à consulter le Conseil national et les comités régionaux de la communication audiovisuelle, dont la composition est très pluraliste et qui refléteront tout aussi bien l'opinion des Français que la Haute autorité.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Schreiner, rapporteur. La commission avait étudié cet amendement dans le cadre de l'article 62, qui ne concerne que la répartition de la redevance, alors que l'article 61 est relatif à l'ensemble des ressources.

La commission, l'ayant repoussé sur l'article 62, l'aurait sans doute également repoussé à l'article 61.

Sur le plan des principes, il n'apparaît pas souhaitable de mêler à l'approbation, par le Parlement, de la répartition du produit de la redevance entre les organismes bénéficiaires, l'intervention d'organes consultatifs tels que le Conseil national et les comités régionaux de la communication, lesquels, en outre, n'ont pas vocation à exercer ce type de mission.

Sur le plan pratique, une telle procédure de consultation, qui s'intègre dans le cadre du vote de la loi de finances annuelle, serait, à l'évidence, beaucoup trop lourde.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la communication. J'ai consenti tout à l'heure à l'attribution d'un pouvoir d'avis à la Haute autorité concernant les questions budgétaires. Mais recueillir aussi l'avis du Conseil national de la communication audiovisuelle et des vingt-deux comités régionaux entraînerait une procédure génératrice de complications et de lenteurs insupportables en matière budgétaire.

Au demeurant, monsieur Hage, puisque la Haute autorité est désormais appelée à donner son avis, celle-ci consulte automatiquement le Conseil national étant donné que le président de celui-ci est délégué permanent auprès de la Haute autorité. D'autre part, par ce même mécanisme, se trouvent remontés au niveau national les besoins ou les aspirations des comités régionaux, puisque ceux-ci siègent au sein du Conseil national.

Je pense donc que cette disposition est superfétatoire.

M. Jacques Toubon. Je demande la parole, monsieur le président !

M. le président. Contre l'amendement, monsieur Toubon ?

M. Jacques Toubon. Non, mais je demande la parole parce qu'il n'y a pas d'orateur contre.

M. le président. Monsieur Toubon, je ne puis donner la parole qu'à un orateur contre. M. Robert-André Vivien m'a demandé tout à l'heure d'appliquer le règlement de la façon la plus stricte. Pour ne pas encourir ses reproches, je vais donc mettre aux voix l'amendement. (Sourires.)

Je mets aux voix l'amendement n° 322.

M. Jacques Toubon. Le groupe du rassemblement pour la République vote pour !

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Alain Madelin, Mme Louise Moreau, M.M. François d'Aubert, Michel d'Ornano et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 431 ainsi rédigé :

« Dans le deuxième alinéa de l'article 61, après les mots : « l'évolution de son activité », insérer les mots : « , de la qualité des programmes ».

La parole est à M. Alain Madelin.

M. Alain Madelin. Nous souhaitons que la qualité des programmes et l'audience soient prises en compte pour la répartition des ressources.

M. le ministre a très justement souligné les problèmes des clés de répartition passées, concernant notamment la qualité. Il est vrai que ce n'est pas facile et que cela donne lieu à des discussions un peu bureaucratiques pour aboutir à pas grand-chose. Mais ce n'est pas parce qu'on a mal appliqué un critère dans le passé qu'il faut renoncer à l'appliquer bien aujourd'hui.

Compte tenu du système dans lequel nous nous engageons, il est plus que jamais nécessaire de tenir compte des goûts du téléspectateur car il semble manifestement, par bien d'autres aspects, que l'on ait moins le respect du téléspectateur qu'autrefois. Voilà pourquoi je souhaiterais que soient prises en considération la qualité des programmes et, plus tard, l'audience.

J'ajoute, en réponse aux objections formulées à une ou deux reprises par le président de la commission, M. Claude Estier, sur les critiques à l'encontre de la télévision depuis le 10 mai, qu'il est vrai qu'une hausse d'audience a été enregistrée, mais celle-ci ne date pas du 11 mai au matin, elle est plus ancienne.

Des calculs permettent de mesurer à la fois l'audience et l'indice de satisfaction du public. Or, les statistiques émanant du centre d'études d'opinion révèlent que de nouvelles émissions sont inadaptées aux goûts du public potentiellement présent à l'heure d'écoute. Les programmes sont en quelque sorte mal « ciblés ».

Je citerai deux exemples seulement.

L'émission « Les Visiteurs du jour » d'Anne Sinclair a recueilli en moyenne une audience d'écoute de 7,3 p. 100 — j'admets qu'il est difficile de prendre en considération l'audience d'une émission à son début — et un indice de satisfaction proche de zéro.

Quant à l'émission « Droit de réponse » de Michel Pollac — je ne suis pas contre cette émission qui est par ailleurs distrayante (sourires sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République) — je pense qu'elle fait l'objet d'une inadaptation de ciblage entre l'heure de programmation et le public à l'écoute.

M. Bernard Schreiner, rapporteur. C'est la quatrième émission !

M. Alain Madelin. La preuve en est qu'elle recueille une moyenne d'audience de 12 p. 100 et un indice de satisfaction de 7,5 sur 20.

Je pourrais multiplier ce type d'exemples significatifs d'un mauvais « ciblage » des nouveaux programmes de la télévision, mais j'en tire surtout la leçon qu'il est absolument indispensable que les responsables de la programmation tiennent compte de l'audience des émissions et de l'indice de satisfaction, pour employer une expression que vous préférez au terme de « qualité », lors de l'acte final, c'est-à-dire au moment de la répartition de la redevance. Tel est le sens de l'amendement n° 431.

M. Claude Estier, président de la commission spéciale. Je demande la parole, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission spéciale.

M. Claude Estier, président de la commission spéciale. Je me suis permis tout à l'heure d'interrompre M. Marette, ce dont je le prie de m'excuser. M. Madelin m'en donnant l'occasion, je voudrais revenir sur le sens de mon interruption.

J'ai contesté l'affirmation, sans cesse répétée sur les bancs de l'opposition, selon laquelle la télévision serait aujourd'hui parfaitement ennuyeuse.

M. Alain Madelin. Je n'ai pas dit cela !

M. Jacques Marette. Moi, je l'ai dit ! (Sourires.)

M. Claude Estier, président de la commission. Je vous remercie de le confirmer, mais je vous pose amicalement une question : regardez-vous la télévision, monsieur Marette ?

M. Jacques Marette. Oui, hélas ! (Sourires.)

M. Claude Estier, président de la commission. J'en suis très étonné.

Un sondage est publié chaque jour — ce sondage n'a peut-être pas grande valeur scientifique mais il est entré dans les mœurs et il en vaut bien d'autres — dans un journal qui a été à la tête de la campagne menée, il y a quelques mois, sur l'ennui à la télévision.

Je me suis amusé, ces derniers jours, à relever les résultats des sondages publiés quotidiennement dans *France-Soir*.

M. Jacques Toubon. Ils n'ont aucune valeur !

M. Claude Estier, président de la commission. Les chiffres que je vais citer valent bien les vôtres !

Plusieurs députés socialistes. Absolument !

M. Claude Estier, président de la commission. Je relève d'abord que le lundi 3 mai — fait extrêmement important — 81 p. 100 des téléspectateurs regardaient la télévision. Cela n'a rien à voir avec des gens qui tournent le bouton parce que le spectacle est ennuyeux ! Ce soir là, 43 p. 100 d'entre eux regardaient *La Horse* sur TF 1 — indice de satisfaction 16 sur 20 ; 23 p. 100 regardaient sur Antenne 2 Yves Montand à l'Olympia — indice de satisfaction 18 sur 20 ; 34 p. 100 regardaient *Le Concierge* sur FR 3 — indice de satisfaction 13 sur 20.

M. Jacques Toubon. C'est exactement ce que nous disons !

M. Alain Madelin. Dès que la télévision n'est plus socialiste, elle est bonne !

M. Claude Estier, président de la commission. Permettez que j'aille jusqu'au bout de ma démonstration !

Le surlendemain, mercredi 5 mai, 77 p. 100 des téléspectateurs regardaient la télévision : 24 p. 100 regardaient « Les Mercredis de l'information » sur TF 1 — indice de satisfaction 13 sur 20 ; 36 p. 100 « Planète bleue » sur Antenne 2 — indice de satisfaction 16 sur 20 ; et 40 p. 100 *Défilé de fuite* sur FR 3 — indice de satisfaction 13 sur 20.

Au cours du dernier week-end, samedi soir, 26 p. 100 des téléspectateurs regardaient « Droit de réponse » — indice de satisfaction 10 sur 20. Ce n'est pas un très bon indice, mais je vous invite à le comparer avec un sondage publié cette semaine — par un hebdomadaire qui n'est pas de gauche — qui donne cette émission comme la quatrième dans celles qui ont la préférence des téléspectateurs. Samedi soir également, 67 p. 100 des téléspectateurs regardaient « Champs-Élysées » — indice de satisfaction 13 sur 20.

Hier soir, dimanche, 76 p. 100 regardaient *Le Mur de l'Atlantique* sur TF 1 — indice de satisfaction 14 sur 20.

M. Jacques Marette et M. Jacques Toubon. Evidemment, l'acteur principal est Bourvil !

M. Claude Estier, président de la commission. J'ai gardé le meilleur pour la fin : hier soir, 18 p. 100 des téléspectateurs regardaient Julio Iglesias sur Antenne 2 — indice de satisfaction 17 sur 20. (Rires.)

Alors, ne dites pas que le téléspectateur s'ennuie et qu'il n'éprouve aucun plaisir à regarder la télévision ! (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. Jacques Toubon. Tout dépend du programme !

M. le président. M. le président de la commission s'étant exprimé, je ne peux donner la parole au rapporteur.

M. Bernard Schreiner, rapporteur. Ce n'est pas grave !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la communication. Le Gouvernement a déjà expliqué les raisons pour lesquelles il est opposé à l'amendement n° 431.

M. le président. La parole est à M. Marette.

M. Jacques Marette. Je m'adresse à M. Estier, qui est comme moi député de Paris.

Il appartient à chacun d'entre nous de réunir des associations et d'inviter nos sections respectives à participer à des débats. J'observe que jusqu'au 10 mai nous rencontrons continuellement des problèmes pour fixer une date en fonction des programmes de télévision. Telle association d'anciens élèves ou d'anciens combattants, la section locale du groupe du rassemblement pour la République locale ne pouvaient se réunir tel jour à cause de la diffusion des « Dossiers de l'écran » ou de toute autre émission. Aujourd'hui, personne n'évoque plus le problème !

Je ne sais si certaines personnes du XVIII^e arrondissement lui demandent de ne pas réunir la section socialiste tel soir car la télévision retransmet un « Polac » qui est tellement passionnant ! Quant à moi, je prétends que les problèmes sont terminés ! (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 431.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. M. Alain Madelin, Mme Louise Moreau, MM. François d'Aubert, Michel d'Ornano et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 432 ainsi rédigé :

« Dans le deuxième alinéa de l'article 61, après les mots : « l'évolution de son activité », insérer les mots : «, de son audience ».

La parole est à M. Alain Madelin.

M. Alain Madelin. Cet amendement répond à la préoccupation que j'ai déjà exprimée en défendant l'amendement n° 431, à savoir que nous souhaitons vivement que l'audience soit prise en considération.

Le tableau des indices d'écoute et de satisfaction que M. Estier vient de brosser prouve, d'une part, qu'il a oublié les critiques qu'il formulait il y a peu de temps encore à l'encontre des sondages de *France-Soir* et, d'autre part, que la télévision est encore bonne quand elle ne programme pas les nouvelles émissions de réalisme socialiste ! (*Exclamations sur les bancs des socialistes.*)

M. Bernard Schreiner, rapporteur. N'importe quoi !

M. Jacques Toubon. C'est la vérité. Julio Iglesias, ce n'est pas du réalisme socialiste ! Bourvil non plus ! (*Rires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Alain Madelin. Pas plus que Yves Montand !

M. Jacques Toubon. Ou Gabin, ou Signoret !

M. Claude Estier, président de la commission spéciale. Vous voyez qu'il y a du choix à la télévision !

M. Alain Madelin. Monsieur Estier, je vous fais remarquer que je n'ai jamais vivement critiqué la télévision. J'ai simplement dit qu'un certain nombre de nouvelles émissions, mal programmées, n'ont pas un indice de satisfaction correct. Et j'ai fait remarquer que, pour les années 1980, je souhaitais essentiellement élargir le choix. Je ne cherche pas à me battre pour que telle émission des trois chaînes de service public obtienne un point en plus ou en moins, mais pour offrir cinq, six ou même dix programmes au téléspectateur, à charge pour lui, par le mécanisme de la concurrence, d'opérer son libre choix.

M. Gilbert Gantier. Très bien !

M. Alain Madelin. A défaut des sondages de *France-Soir*, M. Philippe Ragueneau, directeur du centre d'études d'opinion, lors de son audition par la délégation parlementaire pour la radiodiffusion et la télévision françaises, a donné, sur la base de statistiques certainement irréprochables, des éléments qui confortent exactement la thèse que j'ai évoquée concernant une baisse d'audience et, surtout, une mauvaise programmation d'émissions mal ciblées. Je ne reviens pas sur ce point, encore que je pourrais citer à M. Claude Estier, en dehors de cette enceinte, de multiples exemples.

Le téléspectateur ne peut se faire entendre que d'une seule façon : en choisissant son programme de préférence à tel autre, en regardant ou non la télévision. Nous souhaitons que le vote quotidien qu'il exprime en tournant le bouton de son récepteur soit pris en considération lors de l'attribution de la redevance afin de récompenser en quelque sorte les sociétés de programme qui s'efforcent de répondre à la diversité des goûts des téléspectateurs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Schreiner, rapporteur. La commission s'est prononcée contre cet amendement pour un certain nombre de raisons, notamment pour permettre le développement, au sein des sociétés nationales, de productions de qualité et ne pas limiter la diffusion à la reprise de grands succès.

M. Alain Madelin. Tels les exemples cités par M. Estier !

M. Bernard Schreiner, rapporteur. Or le développement de la qualité passe aussi par une politique qui ne vise pas uniquement l'audience. La commission est donc opposée à l'introduction de ce critère parmi ceux qui seront appelés à présider à la répartition des ressources entre les organismes du service public.

L'existence d'un tel critère dans le système de répartition mis en place par l'article 20 de la loi de 1974 et par les textes réglementaires pris pour son application, a contribué, pour une part importante, à instaurer une concurrence éffrénée entre les sociétés de programme, dont les effets néfastes ont été maintes fois dénoncés, et pas uniquement par l'actuelle majorité.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la communication. Le Gouvernement est tout à fait opposé à cet amendement.

J'ai indiqué pour la quinzième fois depuis le début du débat que cette disposition de la loi de 1974 instituant la concurrence entre les chaînes a été parmi celles qui ont eu les plus graves conséquences sur la qualité des programmes. Je m'explique donc mal que ceux qui en même temps défendent un certain niveau de qualité des programmes souhaitent revenir, par un biais ou par un autre, à une disposition de cette nature.

M. Madelin, en citant tout à l'heure des propos tenus par M. Philippe Ragueneau, directeur du centre d'études d'opinion, s'est sans doute reporté à des informations déjà anciennes. Je n'étais pas membre de la délégation parlementaire lorsque celle-ci a procédé à l'audition de M. Ragueneau. Mais j'indique à M. Madelin qu'un jugement récemment porté par M. Ragueneau est tout à fait différent de celui que M. Madelin a évoqué.

En effet, dans le dernier numéro du mois de mai de la Lettre du centre d'études d'opinion, M. Philippe Ragueneau écrit :

« En toutes choses, il faut savoir raison garder. » Et tout particulièrement lorsqu'il s'agit des hausses ou des chutes d'audience sur des médias réputés pour leur extrême sensibilité. C'est ainsi qu'entre le catastrophisme des titres à sensation et le triomphalisme de quelques « grands prêtres », il y a la place pour le relativisme d'une observation objective et sereine, ce dont le centre d'études d'opinion, je pense, a témoigné. »

Après avoir rappelé ce qu'a été la campagne sur les prétendues baisses d'audience et modifications de programmation, M. Philippe Ragueneau ajoute :

« Les gestionnaires de programmes ont admis, avec promptitude, lucidité et bonne foi, les écueils d'un « changement pour le changement » et, dans bon nombre de situations, le tir a été rectifié. Le résultat ne s'est pas fait attendre : l'audience de la télévision est pratiquement revenue au niveau qui était le sien, à la même époque, l'an dernier. »

« Il n'y a donc pas lieu de s'emouvoir, plus que de raison, de ce léger avatar d'une très longue histoire. » (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. Claude Estier, président de la commission spéciale. Exactement !

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Je ne souhaite pas l'adoption de l'amendement du groupe Union pour la démocratie française car il aurait pour effet de lier l'activité, le budget, les finances des sociétés à leur audience.

Personnellement, je suis favorable à la poursuite, au sein de la télévision, organisme de service public, d'expériences qui seraient mises en cause si l'audience devait être retenue comme critère de financement.

Puisqu'il faut parler de l'actualité et se référer toujours à des exemples extérieurs pour bien montrer que nous ne faisons pas métier d'opposition systématique, je lis, dans le journal *Libération* de ce matin, qui n'est pas spécialement un des supports de l'opposition nationale actuelle, ...

M. le ministre de la communication. Ni de la majorité nationale actuelle !

M. Jacques Toubon. ... à la page 38, sous le titre : « Le 10 mai fait son cinéma » : « Sujet imposé mais expression libre : l'I.N.A. a demandé à dix réalisateurs de faire l'intéressant sur un an de pouvoir socialiste. Sauf exceptions, des propos cahotiques, des images bâclées, un résultat décevant. Un peu plus d'insolence païenne aurait sans doute évité ce gâchis. »

« On imagine le tollé vertueux qui aurait saisi les rotatives si, il y a sept ans, la télévision nous avait offert, pour fêter la première année de septennat de M. Giscard d'Estaing, une émission « de création » sur « la continuité », « le libéralisme avancé », « la démocratie française » ou un quelconque thème gadget électoraliste.

« Eh bien, les mêmes qui auraient poussé des cris d'orfraies, ont cru bon de commander à une douzaine de cinéastes différents douze petits court-métrages sur le « changement ». »

Comme l'a dit tout à l'heure M. Marette, la télévision du changement est un instrument indiscutable entre les mains de l'opposition pour montrer aux Français et aux 36 millions de téléspectateurs que le changement tel qu'il est conçu par les socialistes n'est pas vraiment souhaité.

Personnellement, conséquent avec moi-même, je souhaite que les émissions illustrant le changement telles qu'elles sont critiquées et décrites par le journal *Libération* continuent à être programmées et ne soient pas condamnées par le couperet de l'audience. Ainsi tous les Français qui ne participent pas aux débats politiques, qui ne sont pas intéressés par les arguties développées à l'intérieur d'une classe politique, pourront voir le soir, en regardant de telles émissions, ce qu'est le changement voulu par les socialistes, les communistes et les radicaux de gauche. Voilà pourquoi je m'oppose à cet amendement qui prétend inscrire l'audience comme un des critères de la diffusion.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 432.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. Jacques Toubon. Heureusement !

M. le président. M. Schreiner, rapporteur, et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement, n° 247, ainsi rédigé :

« Dans le second alinéa de l'article 61, après les mots : « ainsi que », supprimer le mot : « de ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Schreiner, rapporteur. Cet amendement tend à corriger une erreur de rédaction.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la communication. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 247.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Alain Madelin, Mme Louise Moreau, MM. François d'Aubert, Michel d'Ornano et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 658 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 61 par le nouvel alinéa suivant :

« Toute augmentation annuelle du montant de la redevance supérieure à la hausse des prix sera consacrée à la création audiovisuelle. »

M. Alain Madelin. Nous retirons cet amendement, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 658 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'article 61, modifié par les amendements adoptés.

M. Robert-André Vivien. Le groupe R.P.R. vote contre !

(L'article 61, ainsi modifié, est adopté.)

Article 62.

M. le président. « Art. 62. — La répartition du produit de la redevance pour droit d'usage entre les sociétés et établissements publics prévus aux articles 32, 35, 36, 38, 39, 42, 45, 53 et 56 de la présente loi est soumise à l'approbation du Parlement. »

La parole est à M. Marette, inscrit sur l'article.

M. Jacques Marette. Sur cet article 62, je me bornerai à constater — outre que la société nationale de cinéma bénéficiera elle aussi de la redevance — que le Parlement pourra approuver ou refuser la répartition du produit de la redevance pour droit d'usage — on a vu ce que valait cette appellation — entre les sociétés et établissements publics prévus aux articles 32, 35, 36, 38, 39, 42, 45, 53 et 56 du présent projet de loi, mais non la modifier.

Ainsi que je l'ai déjà indiqué, je regrette, étant donné qu'il s'agit de la budgétisation d'un impôt, que le Parlement soit désemparé de tout pouvoir d'amendement. C'est la raison pour laquelle je ne voterai pas l'article 62.

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Monsieur le président, je ne prends la parole sur l'article 62 que pour signaler, si jamais cela n'était pas fait par la commission ou par le Gouvernement, que cette approbation parlementaire de la répartition n'est en aucune façon une nouveauté puisqu'elle était déjà prévue dans l'article 20 de la loi de 1974. M. Schreiner l'a d'ailleurs écrit noir sur blanc dans son rapport. Je ne voulais donc pas que l'on puisse nous opposer l'argument selon lequel il s'agirait d'un progrès dans le domaine du contrôle parlementaire.

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien.

M. Robert-André Vivien. Ainsi que vient de l'indiquer M. Toubon, il n'y a rien de nouveau. En revanche, vous auriez pu innover, monsieur le ministre, en supprimant la T.V.A. sur la redevance. Il faut que les Français sachent que la redevance est le seul impôt qui paie l'impôt. Vous auriez ainsi fait preuve de générosité ! L'ancienne opposition avait d'ailleurs manifesté cette volonté, il y a plusieurs années, en 1960, lorsqu'un jeune secrétaire d'Etat s'appelait M. Giscard d'Estaing avait presque annoncé que cette suppression allait être réalisée. Logiques avec nous-mêmes, nous avons toujours demandé la suppression de la T.V.A. sur la redevance. Et je suis persuadé, monsieur le ministre, que vous y êtes toujours favorable. Mais, malgré vos généreuses intentions, vous êtes en fait l'otage de votre collègue chargé du budget.

Monsieur le ministre, vous dites que les sondages n'ont aucun intérêt. Mais M. Estier, pour répondre à M. Marette sur l'indice de satisfaction, s'est référé, lui, à un sondage de Konso France d'intérêt limité puisqu'une centaine de personnes seulement ont été interrogées et que les moins de dix-huit ans ont été exclus — ce qui est la marque d'ailleurs d'un certain parisianisme. Mais demandez donc à vos enfants ou à vos petits-enfants ce qu'ils pensent de la télévision, et vous vous apercevrez que ce sont eux les plus mécontents. Par exemple, ma petite fille de quatre ans m'a demandé pourquoi on avait supprimé *Maya l'abeille*, le samedi après-midi. A la place, il y a des rockers !

On nous a assuré, citant le rapport Ragueneau, qu'il y avait une reprise de l'audience. Forcément : on a rappelé Guy Lux et l'on rappellera bientôt Danièle Gilbert.

M. Jacques Toubon. Ainsi que Zitronne !

M. Robert-André Vivien. Et *Les Dossiers de l'écran* vont redevenir hebdomadaires !

Mais où est donc l'innovation ? Bien entendu, vous allez me répondre : il y a Pollac — et certains vont encore me dire que je fais une fixation sur Pollac. Mais si 26 p. 100 des téléspectateurs regardent son émission, c'est dans l'espoir d'une bonne bagarre : les gens aiment le sang et le cirque.

M. Jacques Marette. Cela remplace le catch à quatre !

M. Robert-André Vivien. Monsieur le ministre, l'article 62 de votre projet de loi est donc bien décevant dans la mesure où il n'innove pas. Cependant, je vous serais très reconnaissant de m'indiquer s'il est dans vos intentions de vous battre pour qu'enfin la redevance soit exonérée de la T. V. A., ce qui permettrait de récupérer 1 120 millions de centimes, lesquels pourraient être affectés à l'amélioration de la qualité des programmes, et donc à la satisfaction des téléspectateurs.

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. La rédaction de l'article 62 appelle d'abord une remarque puisque, de l'article 61 et l'article 62, se produit une disparition notable : celle de la publicité.

Monsieur le ministre, cette disparition signifie-t-elle que le Parlement n'a absolument pas son mot à dire sur la répartition du produit des ressources publicitaires ?

Mes autres observations sont liées à la discussion que nous avons déjà eue à propos des articles 60 et 61 sur une éventuelle budgétisation des ressources nécessaires au fonctionnement du service public.

L'article 62 fait référence aux articles 32, 35, 36, 38, 39, 42, 45, 53 et 56 du projet de loi. Mais certains d'entre eux appellent de très grandes réserves quant à l'utilisation du produit de la taxe.

L'article 32, par exemple, prévoit qu'un établissement public à caractère industriel et commercial est chargé d'assurer la diffusion des programmes du service public : c'est très bien ! Mais il dispose également que, le cas échéant, cet établissement est aussi chargé d'assurer la diffusion des programmes de bénéficiaires des autorisations délivrées en application de l'article 71 de la présente loi et qu'il participe à la conception, à l'installation, à l'exploitation et à l'entretien des réseaux de distribution de la communication audiovisuelle. Selon cet article, le produit de la taxe servira donc éventuellement à assurer l'entretien ou l'établissement de réseaux de communication audiovisuelle dont le payeur ne sera nullement le bénéficiaire.

L'article 39, qui concerne la radiodiffusion dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte, n'est pas moins étrange. Je ne reproche pas à l'Etat d'assurer la radiodiffusion outre-mer, puisque c'est une de ses fonctions, mais je lui fais grief d'utiliser pour cela le produit de la redevance que paient les métropolitains. Cela n'a rien à voir avec un service rendu.

La lecture des autres articles pousse exactement aux mêmes observations. Ainsi l'article 42 prévoit que la société nationale chargée de la production peut participer à des coproductions cinématographiques. Mais on peut se demander quel est le lien entre ces coproductions et le service rendu.

De même, s'il est tout à fait normal de prévoir dans l'article 45 que l'F. N. A. s'occupe de l'enseignement supérieur audiovisuel — ce qui est très bien et correspond au devoir de l'Etat — il est moins normal d'affecter le produit de la redevance à cette tâche. Enfin, je ferai la même remarque en ce qui concerne les activités internationales.

Pourquoi, dans cet article, ne fait-on pas référence au produit attendu de la publicité, comme à l'article précédent ?

Pourquoi prévoir le financement d'activités qui ne relèvent pas du service rendu ?

M. le président. La parole est à M. Alain Madelin.

M. Alain Madelin. Cet article analyse le détournement de l'argent du téléspectateur, qui croit payer la redevance en échange de services rendus, c'est-à-dire des programmes diffusés sur les trois chaînes. Telle semblerait d'ailleurs être l'interprétation du conseil des ministres : « A service égal, redevance égale. »

Or nous constatons que, grâce à l'article 62, la redevance pourra servir, par exemple, à la mise en place, à l'entretien — que sais-je encore ! — des futurs réseaux de télédistribution, à la coproduction cinématographique, à la commercialisation

du cinéma sur le territoire national en vertu des dispositions adoptées à l'article 55, à l'action culturelle à l'étranger par l'intermédiaire de Radio France internationale ou de la société créée à l'article 56.

Bref, cet article permet un véritable détournement de l'argent du téléspectateur. Telle est ma première observation.

Ma deuxième observation porte sur le fait que le Parlement aura le seul droit de dire oui ou non à la répartition du produit de la redevance, alors que, quand ils étaient dans l'opposition, les socialistes et les communistes déclaraient : le Parlement doit avoir un autre pouvoir que celui de dire oui ou de dire non, il doit avoir le pouvoir de surveiller et de décider de la répartition de cette redevance. Maintenant, ils ont changé d'avis. Pourquoi ?

Enfin, monsieur le ministre, je m'interroge sur l'utilisation réelle qui sera faite du produit de la redevance. Notre collègue M. Jacques Toubon vient de citer un article publié ce matin par le quotidien *Libération* qui explique comment l'argent de la redevance a été utilisé pour faire faire, dans le cadre de l'F. N. A., par un certain nombre de réalisateurs bien-pensants douze courts métrages sur les changements intervenus depuis le 10 mai 1981. Nous sommes le 10 mai 1982. Voilà bien des révélations sur ce que le changement a apporté depuis un an : l'argent des contribuables est notamment confisqué par vos amis pour réaliser un certain nombre de courts métrages politiques.

M. Bernard Schreiner, rapporteur. N'importe quoi !

M. Alain Madelin. Le même quotidien parle du « ciné-tract du camarade Krier », qui est « un terrifiant *pensum* stalinien... » (*Rires sur les bancs de l'Union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. Jacques Toubon. M. Hage est content !

M. Alain Madelin. L'argent de la redevance sert donc à diffuser les élucubrations politiques, en l'occurrence staliniennes, de tel ou tel camarade du parti de M. Hage.

M. Georges Hage. Quelle logomachie !

M. Alain Madelin. Pour terminer, je citerai la conclusion de cet article de *Libération* : « On peut regretter que l'F. N. A. n'ait pensé à avoir donné ne fût-ce que dix minutes à un des cinéastes qui avait appelé à voter Giscard. Mais comme dit si bien Moati, « la droite n'a pas de créateur. »

Voilà bien votre conception du pluralisme, c'est celle de la démocratie confisquée !

M. Jacques Toubon. Très bien ! C'est l'ordre moral !

M. Alain Madelin. Oui, il y a détournement du produit de la redevance, donc de l'argent du téléspectateur.

Enfin, je voudrais revenir sur une réflexion de notre collègue M. Robert-André Vivien, qui proposait de diminuer la T. V. A. frappant la redevance.

M. Robert-André Vivien. Il faut la supprimer ! C'est un impôt sur l'impôt.

M. Alain Madelin. Il faut diminuer ou supprimer la T. V. A., certes, mais à condition que cela se concrétise par une diminution de la redevance pour le téléspectateur. Dans le premier projet de loi présenté au conseil des ministres, le Gouvernement avait, semble-t-il, envisagé de soumettre la redevance au taux de T. V. A. intermédiaire. On peut donc penser que, dans un proche avenir, vous appliquerez à la redevance le taux de 7 p. 100. Mais on peut craindre que cette mesure n'ait aucun effet sur le téléspectateur, qui paiera la même redevance avec, en prime, un supplément d'impôt. Cette opération se réduirait alors à un joli tour de passe-passe !

M. le président. Je vous prie de conclure, monsieur Alain Madelin. Votre amendement porte non sur la suppression de la T. V. A., mais sur la répartition de la redevance.

M. Alain Madelin. Mais, monsieur le président, j'interviens sur l'article et non sur mon amendement.

M. Jacques Toubon. Exact !

M. Alain Madelin. Je conclus néanmoins.

L'article 62, compte tenu des manipulations possibles du taux de T. V. A., ouvre la voie à un véritable détournement du produit de la redevance.

M. le président. Je vous prie de m'excuser, monsieur Alain Madelin, mais j'ai eu le sentiment que vous souteniez votre amendement n° 433.

M. Jacques Toubon. Il va le faire dans quelques instants.

M. Robert-André Vivien. Et complètement, parce qu'on n'a pas très bien compris !

M. Gilbert Gantier. Monsieur le président, j'avais demandé au Gouvernement pourquoi la répartition des ressources publiques ne figuraient pas à l'article 62. J'attends une réponse.

M. le président. Le Gouvernement est maître de sa parole, monsieur Gilbert Gantier.

M. Jacques Toubon. Il l'est même de plus en plus !

M. le président. M. Alain Madelin, Mme Louise Moreau, MM. François d'Aubert, Michel d'Ornano et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 433 ainsi rédigé :

« Dans l'article 62 substituer aux références : « 32, 35, 36, 38, 39, 42, 45, 53 et 56 », les références « 35, 36, 38, 39 et 45 ».

La parole est à M. Alain Madelin.

M. Alain Madelin. M. le ministre nous a précisé qu'il préférerait intervenir après que les amendements de suppression ont été défendus. Puisque aucun amendement de ce type n'a été déposé à l'article 62, j'en déduis qu'il ne répondra pas aux questions précises qui ont été posées par les orateurs de l'opposition. C'est dommage !

L'amendement n° 433 tend à réduire le nombre des bénéficiaires de la répartition du produit de la redevance, en supprimant les références 32, 42, 53 et 56.

Pourquoi voulons-nous écarter T. D. F. ? Nous avons proposé que cette société facture de façon extrêmement précise ses prestations aux autres sociétés. Son financement, bien entendu, se fera par l'intermédiaire de la redevance, mais nous souhaitons qu'il ne se fasse pas directement. Nous voulons la transparence totale des comptes.

Quant à l'I. N. C. A., il devrait faire payer ses prestations à leur prix réel. Cet organisme ne doit pas non plus, nous semble-t-il, bénéficier directement de la redevance. Etant entendu que tout ce qui touche à la conservation des archives, c'est-à-dire au patrimoine national, doit être inscrit au budget de l'Etat, comme c'est le cas pour la Bibliothèque nationale ou pour les Archives nationales.

En ce qui concerne Radio-France internationale, dont le budget va être quintuplé pour développer considérablement ses missions, il nous paraît normal que celles-ci relèvent du budget de l'Etat.

Enfin, quant à la société créée à l'article 56 qui ouvre malheureusement la voie à un cinéma d'Etat et qui contribue à l'action culturelle à l'étranger — mission qui, au demeurant, incombe à l'Etat — il n'y a aucune raison qu'elle préleve sur le produit de la redevance.

Sous le bénéfice de ces quelques observations, je vous demande d'adopter cet amendement qui permettra de rendre plus claires les compétences des différentes sociétés et de faire la part exacte entre ce qui relève de la redevance et ce qui dépend du budget de l'Etat.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Schreiner, rapporteur. La commission a repoussé cet amendement qui tend à exclure du bénéfice de la redevance l'I. N. C. A., la société nationale de production, la société chargée des émissions radiophoniques vers l'étranger, la société chargée de la commercialisation des programmes audiovisuels et de l'action culturelle vers l'étranger, et l'établissement public de diffusion. Tous les organismes visés par l'amendement font partie intégrante du service public de la radio-télévision. Ils sont investis de missions de service public, il n'y a aucune raison de les priver du bénéfice du produit de la redevance.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la communication. Pour ce qui concerne la répartition des ressources de publicité, monsieur Gantier, le Gouvernement aura également à se prononcer, indirectement, selon la formulation de l'article 62, puisqu'il se prononcera formellement sur la répartition du produit de la redevance mais

que, bien entendu, il est fait masse de l'ensemble des ressources pour assurer les dotations en crédits qui sont nécessaires à chacun des organismes du service public. Autrement dit, le Parlement continuera à se prononcer sur la répartition de l'ensemble des ressources entre les différents organismes.

M. Gilbert Gantier. Ce n'est pas précisé !

M. Jacques Toubon. Il fallait rédiger l'article 62 autrement !

M. le ministre de la communication. Le vote interviendra sur l'ensemble de la répartition qui sera proposée par le Gouvernement selon la procédure prévue à l'article 62. laquelle, je le répète, n'est pas nouvelle.

M. Gilbert Gantier. Déposez un amendement !

M. le ministre de la communication. En ce qui concerne la T. V. A., monsieur Vivien, la question est posée.

M. Jacques Toubon. Ah bon !

M. le ministre de la communication. Il y sera répondu le moment venu.

Vous avez votre opinion, j'ai la mienne.

M. Jacques Toubon. C'est la même !

M. le ministre de la communication. Le Gouvernement n'en a pas délibéré. Cela viendra en son temps, probablement lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1983.

M. Robert-André Vivien. Que Dieu vous aide, pour l'arbitrage !

M. le ministre de la communication. En ce qui concerne l'amendement n° 433, la position du Gouvernement est ferme. Je l'ai déjà souvent expliquée ; je n'y reviens pas. On ne comprendrait pas que des organismes qui sont indispensables au fonctionnement du service public soient privés de la possibilité d'accéder aux ressources provenant de la redevance.

M. le président. Je viens d'être saisi par M. Toubon d'un sous-amendement n° 762 ainsi rédigé :

« Dans les références proposées par l'amendement n° 433, ajouter la référence : « 42 ».

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. A titre personnel, et dans la ligne des propositions que j'ai eu l'occasion de défendre lors de la discussion des articles 43, 44 et 44 sur la société nationale de production, je pense que cette société nationale doit faire partie du secteur public.

Dans ces conditions, nous devons lui assurer un financement par la redevance. C'est parfaitement logique avec la position que nous avons défendue car nous souhaitons que, d'une part, son capital ne soit pas constitué par les sociétés nationales de programme et que, d'autre part, elle trouve un maximum de rentabilité dans les commandes — notamment cinématographiques, mais aussi les coproductions télévisées — qu'elle exécutera à l'extérieur.

Dans cette affaire, la réponse du ministre ne nous a pas du tout satisfaits, et nous avons le sentiment qu'on s'achemine vers ce que je qualifierai de « système à fonds perdus ».

Monsieur le ministre, vous nous expliquez qu'en maintenant les dispositions de la loi de 1974 ou en adoptant quelques nouvelles dispositions mineures, le Parlement assurera le contrôle de la répartition de la redevance et celle de la publicité.

En réalité, la dépense va tirer les recettes de façon irrésistible et si vous voulez mettre en œuvre la loi que vous voulez nous faire voter, vous ne pourrez ni arrêter le développement des dépenses ni contrôler l'augmentation des recettes.

Vous essayerez, conformément aux promesses de M. le Premier ministre, de faire voter une augmentation de redevance aussi modérée que possible, mais elle dépassera sûrement le niveau de l'inflation. Vous tirerez aussi sur la publicité de façon éhontée et, nous le constaterons lors de la discussion de l'article 64, très dangereuse pour les autres supports, notamment pour la presse écrite. Ainsi entrerions-nous dans un système dans lequel vous ne pourrez pas contrôler la dépense et dans lequel, par conséquent, nous ne pourrions pas, ni vous ni le Parlement, contrôler les recettes.

C'est pourquoi je souhaiterais que l'on sache clairement ce qui est financé par la redevance, ce qui l'est par la publicité, et que l'on sépare les deux, ainsi que nous l'avons proposé pour

l'article 60 et pour l'article 61. Ou bien votre loi sera mise en œuvre, et ce sera la dépense à tire-larigot, l'argent jeté par les fenêtres, ou bien elle ne le sera pas parce que vous aurez maîtrisé la dépense. Vous ne pouvez donc pas promettre aux téléspectateurs de façon raisonnable et crédible de leur donner plus et mieux. Ce sera l'un ou l'autre.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Schreiner, rapporteur. La commission, monsieur le président, n'a pas pu examiner ce sous-amendement n° 762. Je tiens toutefois à le préciser, elle souhaite que l'ensemble des sociétés nationales et des établissements publics puisse bénéficier de la redevance.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la communication. Contre.

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien.

M. Robert-André Vivien. Si je comprends bien sa généreuse inspiration et son unité de pensée, M. Toubon veut étendre à la nouvelle société nationale de production le bénéfice d'une partie de la redevance. Mais il ne faut pas oublier l'obligation qui sera faite aux sociétés de programmes de participer au capital de cette dernière et d'être solidaires en cas de difficulté financière. C'est-à-dire, dans ce cas — passez-moi l'expression, monsieur le président — d'« allonger » encore leur participation. Par ailleurs, si cette société nationale de production décide une augmentation de capital, les sociétés de programme seront obligées de suivre. Et puis, il faut bien se poser ces questions-là : une partie de la redevance, mais laquelle, et accordée dans quelles conditions ? Obligation de participer au capital de la nouvelle société, mais avec quelles conséquences ?

Enfin, j'observe que la société de production jouera le rôle de fournisseur imposé, quels que soient les prix qu'elle demandera, quelles que soient les possibilités qui existeraient de recourir à des appels d'offres, et quel que soit le marché.

Trop, c'est trop ! C'est pourquoi je m'oppose à ce sous-amendement, encore qu'il ait fourni à M. Toubon l'occasion de souligner notre volonté de voir écarter du capital de la société nationale de production les sociétés de programme.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 762.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 433.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Fuchs a présenté un amendement n° 129 ainsi rédigé :

« Dans l'article 62, supprimer la référence « 42 ».

La parole est à M. Alain Madelin, pour soutenir cet amendement.

M. Alain Madelin. Cet amendement se fonde sur l'argumentation que vient à l'instant de développer M. Vivien, lequel a excellemment expliqué toutes les raisons que je pourrais à nouveau invoquer concernant la suppression de la référence à l'article 42.

Je n'y reviens donc pas, sauf à rappeler à l'Assemblée que, selon nous, l'article 62, tel qu'il est rédigé, organise un véritable détournement de l'argent du téléspectateur et supprime tout frein qui pourrait prémunir les responsables des sociétés

mentionnées contre la tentation de se désintéresser d'une bonne gestion : à chaque instant, on pourra opérer un prélèvement dans des caisses inépuisables, alimentées par la redevance -- c'est la princesse qui paie, en l'occurrence le téléspectateur. Faute de suffisamment d'argent dans la caisse, eh bien — M. le ministre vient de nous donner une indication extrêmement importante sur ce point — on pourra toujours en rajouter fictivement par une petite manipulation du taux de T. V. A.

En effet — comme nous le supposons et comme le ministre nous l'a confirmé à l'instant — en réduisant le taux de la T. V. A. on mettra la caisse à l'aise...

Mais il faut bien rappeler cette évidence : si on manipule le taux de la T. V. A., cela signifie moins de recettes pour l'Etat et, en compensation, des impôts supplémentaires : les caisses des différentes sociétés de service public que le téléspectateur n'alimentera plus directement par la redevance, il les alimentera indirectement sous forme d'impôts. Il y aura donc bien là et détournement de l'argent des téléspectateurs et possibilité de manipulation.

C'est bien ce que laisse envisager cet article 62. Voilà pourquoi nous y sommes opposés et pourquoi nous demandons, à tout le moins, avec M. Fuchs, la suppression de la référence à l'article 42.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Schreiner, rapporteur. En soutenant cet amendement, M. Alain Madelin reste fidèle à l'esprit de la loi de 1974 qui a entraîné pour la S. F. P. les conséquences que l'on sait. Nous ne le suivons pas dans son obstination.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la communication. Contre.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 129.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 62.

(L'article 62 est adopté.)

M. le président. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Cet après-midi, à quinze heures, deuxième séance publique :

Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi n° 754 sur la communication audiovisuelle (rapport n° 826 de M. Bernard Schreiner, au nom de la commission spéciale).

A vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à douze heures trente.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,

LOUIS JEAN.